

C * E * R * M * T * R * I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 22. — 7 Février 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

VEILLE DE PRISE DU POUVOIR ?

La situation politique en France est marquée actuellement par une certaine instabilité qui se cache sous une apparence de certitude que Tardieu travaille activement à accréditer. En Espagne, en Allemagne, nous assistons aussi à des mouvements importants.

Tardieu et la bourgeoisie française sont encore dans une situation relativement favorable. Les symptômes, sinon de crise grave, tout au moins de tension dans la situation économique et dans les conflits de classes, sont déjà apparents. Mais ce pays vit toujours sans chômage, sa situation mondiale, quoique menacée, n'est pas sans issue. De là vient l'assurance de Tardieu et sa volonté de faire autour de lui « l'unité ». Un développement inégal continue à être la loi du capitalisme, et malgré les caractéristiques générales de l'époque, qui sont les mêmes dans la plupart des grands pays impérialistes, l'évolution des uns et des autres se fait à un rythme et selon des modalités très variables.

La France et l'Allemagne sont voisines et cependant la situation politique diffère grandement de l'une à l'autre. Il importe de bien comprendre cela. Les augures de l'Internationale ont unifié les tendances mondiales sous la loi de Staline : pour eux la situation révolutionnaire et la crise de la bourgeoisie se développent toujours partout de la même manière et à la même allure. Mais il n'en est pas ainsi, et il suffit pour s'en apercevoir de jeter un coup d'œil autour de nous.

En Allemagne, il y a plus de deux millions de chômeurs. En France, la main-d'œuvre manque et la bourgeoisie doit toujours faire appel aux travailleurs étrangers. Ici, la social-démocratie n'est que dans l'antichambre du pouvoir. Les partis de la grande bourgeoisie gèrent eux-mêmes et directement leurs affaires. Ils n'ont pas un besoin immédiat de faire appel à la social-démocratie, et les travailleurs ne sont pas assez puissamment organisés pour l'envoyer au pouvoir contre le gré de la bourgeoisie. Les méthodes de répression en France, comparées à celles de l'Allemagne, sont beaucoup moins violentes. Elles ne dépassent pas l'attitude « normale » de la bourgeoisie contre l'aile révolutionnaire du prolétariat.

En Allemagne, la bourgeoisie est obligée de tenir compte d'une classe ouvrière dont les conditions de vie sont de plus en plus pénibles, et qui compte plusieurs millions de chômeurs. La social-démocratie exerce le pouvoir pour son compte, avec ruse et violence.

Enfin, cette situation se traduit par un état bien différent du mouvement révolutionnaire communiste dans les deux pays. Ses méthodes et ses erreurs sont, dans l'ensemble, les mêmes ici et là. Thaelmann répond à Sémard. Cependant les effets ne sont pas les mêmes. Dans la République bourgeoise, le parti communiste allemand continue à jouer un rôle sérieux. Son influence ne se développe pas, mais la situation objective lui fournit constamment de

nouveaux contingents de militants. Sa presse entretient une agitation permanente dans des couches importantes de la classe ouvrière, malgré sa politique instable ou erronée. Sa lutte est à peu près entièrement tournée vers la social-démocratie et sa police de combat.

En France, le tableau est bien différent. Pour avoir voulu appliquer partout la même politique, l'Internationale Communiste a ruiné la section française. Aujourd'hui, l'influence réelle du parti est réduite à très peu de chose. Dans la vie politique des masses, il joue un rôle tout à fait restreint, et Tardieu le manœuvre à son gré dans de nombreuses circonstances. Après avoir été un parti électoraliste il se trouve aujourd'hui réduit à un rôle de simple conseiller municipal à Paris. Même dans le mouvement gréviste il est très souvent en dehors de l'action des masses. A ce point de vue, il est très au-dessous du parti communiste allemand.

En conclusion de la théorie de la « radicalisation » des masses, l'Internationale Communiste a décidé que, dès cette année, les chocs entre le prolétariat et la bourgeoisie devaient prendre le caractère d'une lutte pour le pouvoir. Naturellement, il n'y a, en réalité, rien de tel. La bourgeoisie française n'est pas encore ébranlée dans la question de sa domination de classe. Cette perspective de prise du pouvoir ne se dessinant pas, le parti fera bientôt un revirement à droite. En Allemagne, la situation est plus troublée qu'en France, et il y a apparence, surtout de loin et à travers la presse communiste officielle, que le prolétariat est entré dans le stade de la lutte définitive pour le pouvoir. Les événements de la semaine dernière viennent de montrer qu'il n'en est rien. L'agitation extérieure et superficielle des masses ne peut remplacer leur action propre basée sur l'expérience accumulée et la compréhension des diverses étapes de la lutte.

Un trouble inégal existe en Europe, et le mouvement communiste doit l'apprécier avec justesse. Pour cela, il faut discerner les étapes de la lutte. La direction de l'Internationale Communiste embrouille tout. L'étape actuelle en France, ni en Allemagne, ni en Espagne n'est celle de la prise du pouvoir. Ici ou là, elle peut le devenir assez rapidement; mais elle le deviendra si les partis communistes ont auparavant lutté avec justesse dans la période précédente. Il faut préparer le terrain. Il ne faut pas oublier que les perspectives révolutionnaires ne sont pas tracées seulement par les circonstances objectives, mais aussi par la capacité de lutte et de manœuvre du parti communiste.

En France, il faut aujourd'hui organiser une profonde et ample lutte pour les salaires, une action qui deviendra politique dans la mesure où la situation se développera. Il ne faut pas « politiser » artificiellement et poser la question de la prise du pouvoir artificiellement. L'heure n'est pas encore venue de renverser l'édifice. Mais c'est déjà le moment de le miner de partout avec méthode et avec justesse.

Une plaisanterie : La trêve douanière

La Société des Nations a décidé de s'occuper de l'organisation économique de l'Europe.

Elle va réunir dans le courant de ce mois une « conférence ». Vingt Etats ont donné leur adhésion au principe de cette assemblée. A l'exception de Cuba, tous sont Européens. Les Etats-Unis n'ont que faire une nouvelle fois des plaisanteries de la S.D.N.

Cette conférence aura pour but de stabiliser les positions douanières, pendant quelques années au cours desquelles les différents Etats, sous la haute égide de la S.D.N., devront rechercher des formules de collaboration visant à des abaissements de tarifs.

Il est curieux de remarquer qu'à l'annonce de cette tentative de collaboration internationale, tout en exprimant et en assurant leur concours, un grand nombre d'Etats se sont empressés d'élever leurs barrières douanières. Quant aux industriels français, ils ont nettement pris position contre toute trêve et le débat qui s'est ouvert à la Chambre sur cette question, le 31 janvier dernier, est très caractéristique.

Il fut question de l'organisation du « groupe européen », en face du « groupe américain », formule creuse et d'autant plus ridicule que les Etats-Unis bénéficieraient de la clause de la nation la plus favorisée, au point de vue douanier, pour tous les pays européens, et qu'un abaissement des barrières douanières européennes leur ouvrirait dans ces conditions un marché qu'ils convoitent de plus en plus.

On peut, sans crainte de se tromper, affirmer que la trêve douanière n'est qu'un mythe. Les seuls essais d'organisation européenne seront menés par les grands trusts en vue de la constitution de cartels et comptoirs de vente; diminuant la production dans certaines grandes branches, ils visent à régler à leur profit le marché.

La campagne menée contre l'U. R. S. S. a été soudainement accentuée et étendue à l'occasion de la mystérieuse disparition du général Koutiépov, grand chef de la contre-révolution. Le caractère qu'elle revêt indique clairement qu'il s'agit d'une opération méthodiquement préparée contre l'Union soviétique. Il suffit de voir la situation telle qu'elle est pour se rendre compte qu'elle est sérieuse. Et c'est dans un tel moment que Staline pousse la répression contre l'opposition de gauche jusqu'à l'assassinat !

La campagne des émigrés appuyée par toutes les forces de contre-révolution ne doit pas nous empêcher de poursuivre notre action. Au contraire : plus la Russie soviétique est menacée, plus nous devons dénoncer la criminelle politique de Staline.

Nous avons édité un tract révélant les circonstances dans lesquelles Bloukine a été fusillé. Il est urgent de le répandre.

LES NOMS ! M. DE KERILLIS

M. de Kerillis est un esprit très moderne. Après avoir, au lendemain de la guerre, cherché sa voie du côté des groupements de gauche, il n'a pas tardé à s'apercevoir qu'il y avait plus d'avenir, pour un homme comme lui, dans les organisations de droite. Ses méthodes et son absence de scrupules provoquèrent d'abord quelques résistances : on le trouvait compromettant. Mais cela dura peu. Il devint le leader politique de l'*Echo de Paris*, puis, faisant craquer sérieusement les profiteurs tremblants devant la menace révolutionnaire, il créa une organisation complète de propagande, avec affiches, tracts, brochures et même une école d'orateurs. Le célèbre Tardieu de la même époque, qui avait été le maître de la droite, pour cela, il lui faut beaucoup d'argent. L'an dernier, il a reçu 2 millions 300.000 francs. Il en veut davantage cette année, et il sera satisfait sans doute, car la première liste qu'il vient de publier, s'élève déjà à 600.000 francs.

Cette liste mérite d'être étudiée. Le premier nom, c'est Millerand, avec 1.000 francs. C'est le drapeau — si on peut dire. Les souscriptions qui suivent immédiatement sont beaucoup plus intéressantes. Un « anonyme » donne 50.000 francs. Puis un autre anonyme 35.000 francs, avec cette mention : « B.L.M.P.C. — Aucune autre organisation nationale ne fait preuve d'autant d'allant et ne donne des résultats aussi manifestes. C'est un devoir de vous aider. » Un troisième anonyme verse 25.000 francs, disant : « Votre action est efficace et de bon rendement. Tout homme d'affaires qui l'étudie est frappé des résultats que vous obtenez avec un budget cependant modeste. C'est la raison pour laquelle vous méritez d'être aidé par tous ceux qui comprennent l'intérêt et la puissance de la publicité politique. Votre organisation joue désormais un rôle considérable dans la vie politique du pays. Si elle était dix fois plus riche, ce rôle serait décisif. » D'autres anonymes se contentent de verser 10.000 ou 5.000 francs, sans commentaires. Règle générale : toute souscription passant 1.000 francs est anonyme.

Comme cette liste serait éloquent si M. de Kerillis mettait les noms, car ces « anonymes » il les connaît parfaitement. Ce sont toutes les grandes entreprises, tous les grands patrons qui considèrent leurs versements comme une prime d'assurance contre le communisme. Ils ont déjà l'appui permanent de l'Etat avec sa flicaille, ses gardes-mobiles, ses chats-fourrés. Par Kerillis ils ont un renfort supplémentaire consistant en bourrage de crâne intensif méthodique et tapageur. Et ils le paient avec l'argent volé aux ouvriers.

Donnez donc les noms, monsieur de Kerillis; qu'on voit un peu défiler tous vos patrons trop modestes !

Que tous les ouvriers puissent constater que ces patrons si âpres lorsqu'il s'agit de rogner sur les salaires lâchent assez facilement leurs sous quand il s'agit de subventionner une agence qui n'a d'autre but que la défense de leurs monstrueux privilèges.

Dans le Parti Communiste

La préparation de la Conférence nationale

Conférence de la région parisienne

Même d'après l'Humanité, la Conférence de la région parisienne n'a pas été brillante. On pouvait s'y attendre. Il y eut quelques interventions critiques, mais elles furent promptement déformées et « battues idéologiquement ». Le niveau politique était extrêmement bas, et c'est d'autant plus frappant que la majorité des délégués étaient des fonctionnaires. La majorité des délégués n'avaient même pas lu le rapport de la région parisienne qu'ils venaient discuter.

On a fait siéger les délégués sans désenfermer avec interdiction de sortir de la salle des séances. On déjeuna et on dina sur le pouce : un peu de viande et de légumes et un morceau de crème de gruyère, le tout pour 8 francs, sans boisson. Il y avait de quoi abrutir la plupart des délégués, — et le niveau de la discussion s'en ressentit.

Dans la nuit de samedi à dimanche la commission politique élabore une résolution, pour servir de base de discussion. Mais à part l'intervention du camarade Lehoucq, les délégués se montrèrent incapables de mener une discussion politique, se bornant à signaler les faits dans le rayon ou l'usine.

Les staliniens de la direction avaient manœuvré pour obtenir une petite conférence bien tranquille, et ils l'ont eue. Ils ont rayé au dernier moment des délégations de membres du parti (de quel droit?) pour les remplacer par des inorganisés. Ceux-ci sont inexpérimentés. Ils sont cependant léninistes à 300 0/0. C'est la raison pour laquelle la commission politique dont se plaint l'Humanité. Que font des inorganisés dans des conférences du parti restreintes et quasi-sécrites? On peut se le demander.

Le camarade Lehoucq fit une bonne intervention à laquelle la direction répondit par ses éternels arguments : déviation, sous-estimation de la radicalisation des masses, de l'imminence de la guerre, etc... le tout assaisonné de 10^e Plenum, etc...

Quant aux « gauchistes » genre Beau-grand, Pillet et Cie, ils ont montré qu'ils voulaient être jusqu'au bout fidèles aux décisions du 10^e plenum. Ils trouvent la direction trop fiède. Ils poussent dans ses dernières conséquences la vote fautive du 10^e Exécutif et du 6^e Congrès mondial. Vassart montra sa vraie figure de centrisme en leur répondant. Il dut avouer que « chaque grève n'est pas politique », etc... Ces polémiques ne présentent du reste aucun intérêt.

Cette conférence se termina dans des bavardages interminables, durant lesquels les officiels parlèrent tellement, qu'il ne resta plus de temps pour l'intervention des délégués. Préparation tout à fait conséquente à la conférence nationale de mars.

Un délégué.

POUVONS-NOUS DISCUTER ?

C'est très bien de discuter et il faut apprendre à nouveau à poser les questions. Mais voilà la difficulté : le parti a tellement déshabitué les ouvriers de discuter, que même si on leur donne la possibilité de discuter, ils ne savent plus comment ni par quel bout s'y prendre. Dans le parti, la question ne se pose pas. Nous devons toujours obéir à des mots d'ordre venus d'en haut et qu'on nous impose par des moyens plus ou moins habiles, plutôt démagogiques, d'ailleurs. Mais dans la Vérité et les publications communistes en dehors du parti, les ouvriers peuvent s'exprimer. Cependant, ça ne doit pas venir facilement, parce qu'ils en ont perdu l'habitude. Il faut leur donner la possibilité, en leur proposant des critiques nettes et claires, des points de vue qu'ils puissent bien comprendre. Dans la crise du parti, ils ne s'y retrouvent pas. Il faut commencer à débrouiller avec eux l'écheveau. Alors l'esprit de critique et l'initiative reviendront vite. La Vérité a bien commencé ce travail, qui avait toujours été négligé jusqu'à présent. Le supplément à la page de discussion de l'Humanité est une bonne proposition, parce que, vraiment, il n'y a que le Bureau politique qui y écrit ! Continuez fermement. — D.

Dans les Rayons

PREMIER

Celui-ci comprend les 1^{er} et 2^e arrondissements, où se trouvent les Halles, quelques grands magasins, et la Recette Principale (plusieurs milliers de postiers). Le 10^e arrondissement, avec les gares du Nord et de l'Est et une petite industrie très nombreuse, le 19^e arrondissement avec de très grands établissements industriels : Lebaudy (2.000), Dressoir, Raoul (plusieurs milliers), Polin, les Abattoirs, la Thomson-Bolivar, la S.P.C., Gaumont...

Le 1^{er} rayon a tenu une conférence le 26 janvier moins en vue de discuter que pour y procéder à un lessivage de quelques membres du comité de rayon, appartenant à l'ancienne direction de la R. P., en particulier Georges Joseph, sur qui ont pesé de très graves soupçons et qui fut mis en quarantaine à la Santé par les autres détenus.

La base intervint à peine, tandis que Varagnat palabra longuement. Il reconnut que la grève de l'Alsthom fut un échec, que les ouvriers y furent battus en détail dans chaque usine. Il attribua inévitablement cet échec à des questions d'organisation non à des questions de politique syndicale. A part cela signalons qu'il laissa entendre que la Région avait décidé (ou envisage très sérieusement) en vue de préparer la « grève politique de masse du 1^{er} mai » de déclencher une grève générale de la métallurgie. Il faut dénoncer ces mouvements pour le communiqué qui désorganisent encore plus les travailleurs au profit de la bourgeoisie.

Le rapporteur de la commission de révision indiqua que dans la plupart des usines (Dressoir, Thomson, etc.) il n'y avait rien de ce qui concerne le mouvement de l'Alsthom, la cellule de rue qui possédait la Thomson-Bolivar dans ses attributions, ne fit aucun travail. Après cela, le rapporteur peut déclarer naïvement « Le recrutement du parti ne reflète pas la radicalisation des masses. »

Un camarade du 1^{er} rayon.

QUATRIEME

Je n'indique que quelques faits de la vie de ce rayon, remettant à plus tard un aperçu plus détaillé. D'abord il faut remarquer que le rapport du rayon laisse complètement de côté les questions politiques. Cela est conforme aux principes de Staline-Molotov, à savoir que la ligne politique est à priori juste et ne peut pas être mise en cause. Mais les succès partiels, les insuffisances et les défaites s'expliquent-elles seulement par une fautive application de « la ligne », ou bien est-ce que ce ne sont pas les mots d'ordre qui sont faux ?

Nimérisiquement, le rayon est le plus fort de la R.P. Mais cela se révèle comme assez factice, car il s'étend sur des quartiers ouvriers, sauf le 5^e arr. Naturellement il n'existe aucune cellule d'usine, ni de véritable cellule d'entreprise. Aucune tentative n'est faite d'en constituer dans des imprimeries importantes, par exemple, bien que le terrain soit favorable étant donné qu'une forte partie du personnel est syndiqué à la C.G.T.U. Malgré la direction bureaucratique, la base saine réagit confusément.

Par exemple l'exclusion des droitiers trouve la sympathie de la base. Mais la direction centriste masque sa responsabilité dans le développement de la droite dans le parti. Gaubard vient d'être exclu pour avoir pressé la section des locataires du 13^e de retirer ses fonds de la B.O.P. ; il marche avec les « six ». Mais la direction n'a-t-elle pas une grosse responsabilité dans l'affaire de la B.O.P. ? Nous aurons bientôt une affaire Piquemal, et probablement aussi Berthoin, semblable à celle des « six ». La direction les dénoncera, mais pourquoi ne dit-elle rien aujourd'hui ? Il y a même des membres dans le rayon qui ne savent même pas s'ils appartiennent ou non au parti. Ainsi D., que l'on prie de quitter la salle pendant la conférence du rayon « parce qu'il est exclu » ? Tout cela décourage les quelques bons camarades à la base. Il faut les appuyer. Quant aux cadres, personne n'a confiance en eux, c'est tout à balayer.

Un correspondant.

Le Congrès national de la F.S.T.

Les sportifs ouvriers auront vainement cherché au cours de trois jours de débats, matière à renforcer leur conception du sport révolutionnaire pour l'utiliser dans leur propagande.

Ouverture par un raisonnable discours de Moret sur l'activité et les tâches de la Fédération. Discours d'ailleurs applaudi par la majorité des délégués. Par contre dès la première intervention on vit quelle partialité régnerait la discussion.

Panegyrique des J. C. par les uns, preuves de radicalisation par d'autres... les assemblées de fraction avaient élevé d'un pourcentage imposant l'orthodoxie des « dans-la-ligne ». Les déclarations oppositionnelles furent sabotées avec une brutalité éœurante.

Exclusion faite de J.-B. Meunier, Wolf, etc... lesquels, quoique faisant d'énormes erreurs sur la politique révolutionnaire en matière sportive, formulèrent malgré tout, des conclusions intéressantes ; d'autres minoritaires échangèrent avec la « majorité » ; et avec la même légèreté que celle-ci, des accusations et des ragots :

Si le temps de parole accordé aux délégués était limité à un quart d'heure, d'autre part, le « sportif » Doriot — il portait l'insigne du club dionysien — eut tout loisir de déverser sur la tête de l'opposition toute l'ordinaire pluri-séculaire sur les conjonctures, l'essor révolutionnaire, et l'imminence de la guerre.

Télégramme du « Sportintern » invitant le Congrès à « écarter les traitres » de la F.S.T. ; résolutions votées en série — élaborées par les fonctionnaires sportifs de formule et analyses de P.I.C.

Certains membres de l'opposition sportive eurent le courage de remettre au point la véritable plate-forme du sport révolutionnaire ; par contre, certains autres s'avèrent de l'opportunisme le plus naïf.

Cet état de choses démontre combien la base commune de lutte du C.D.I.S. était fragile.

L'argumentation majoritaire éclaira d'un jour bien cru l'insuffisance technique et politique des dirigeants communistes de la Fédération.

Ayant décliné les J.C., G.D.A., Pionniers, Pupilles et Jeunesses, la direction de celles-ci se rabat sur la F.S.T. et l'adopta comme champ d'expérience pour ses mois d'ordre inconsiderés.

Les vrais sportifs révolutionnaires qui vivent la vie de leur organisation ramèneront à sa juste mesure la faconde bureaucratique des chefs qu'on leur impose.

Par une action intelligente et réellement communiste, ils feront de leur Fédération un puissant instrument de lutte contre l'emprise du sport et du militarisme bourgeois.

Un délégué.

EN BELGIQUE

Le P.O.B.s'en va-t-en guerre

Les dirigeants du Parti ouvrier belge qui ont donné leur plein appui à la bourgeoisie pendant toute la guerre et après la guerre, lors des moments difficiles, jouent en ce moment à l'opposition. Après l'échec assez sérieux qu'ils ont subi aux dernières élections générales, ils mènent en ce moment une grande campagne à travers tout le pays. Dans le Peuple, de Bruxelles, de lundi, un grand titre sautait aux yeux : « le dimanche rouge en Flandre ». Les héros de ce « dimanche rouge » c'étaient Anseele et Vandervelde. On est flabé !

Dans le Communiste, organe du groupe de l'opposition du P.C.B., le camarade Van Overstraeten montre ce qui se cache derrière les phrases « révolutionnaires ». Il écrit :

Et nos apôtres, cette semaine, avec Vandervelde, sont montés à l'assaut de la salle de la Madeleine, à Bruxelles. Les organisations politiques et syndicales de l'agglomération de la capitale allaient y revendiquer la hausse des salaires, les vacances ouvrières payées, la pension de 10 francs

14^e Entente des Jeunesses

Nous avons lu le rapport d'organisation de la 14^e Entente des J.C. (Périgueux, Limoges). C'est une nouvelle confirmation du point de vue que nous avons déjà souvent exprimé sur l'activité des Jeunesses en France.

Il est indéniable que les difficultés dans la 14^e Entente sont plus grandes que dans la région parisienne, par suite du manque de militants, mais cela découle du mauvais travail bureaucratique de la Fédération dans la formation des cadres des Ententes.

La direction de la 14^e Entente révèle dans son rapport toute la faiblesse de l'organisation : cellules presque inexistantes dans des localités importantes ; il y a lieu de remarquer qu'il n'y a pas une seule cellule d'entreprise dans cette région et pourtant Limoges, Périgueux, Saint-Junien sont des centres industriels importants.

Le travail politique de la 14^e Entente est des plus confus et marque la date du 7 juin (procès Barataud) comme une date politique très importante dans le tournant de l'agitation du Parti et des J.C., une vraie radicalisation politique quoi !

Examinons succinctement le plan de travail du Bureau d'Entente qui prévoit un redressement mécanique — au sein de l'organisation affaiblie par de sérieuses déficiences — que la direction indique dans le Travailleur du Centre-Ouest.

A Saint-Junien, par exemple, les dirigeants indiquent qu'il faut transformer la cellule locale en cellule d'entreprise sans savoir si elle sera viable. A Périgueux, l'absence de cellule n'y a rien fait, et l'Entente accuse le parti de porter la responsabilité principale, mais elle ne cherche pas à analyser la situation de cette ville et comment travailler le parti qui possède une forte minorité au sein du Conseil municipal. L'opportunisme sévit à Périgueux sous la protection de la direction régionale, mais cela n'existe pas pour le Bureau d'Entente — qui est dans la ligne.

La crise est créée dans cette région par le travail bureaucratique des dirigeants qui se contentent seulement d'envoyer lettres et circulaires et ne comprennent pas le travail sérieux d'un communiste au sein de l'organisation et cela est si vrai que nombre de cellules : Azéables, Nontron, Sarlat, Saint-Astier, Jassailhart, Saint-Paul-de-Roche et bien d'autres encore ne donnent plus signe de vie et ne répondent même pas aux lettres ; c'est là un sérieux aveu de faiblesse de la direction. Il est temps de comprendre les méfaits politiques d'un tel régime bureaucratique qui mène la jeunesse directement à la ruine et l'empêche de jouer un rôle quelconque dans le mouvement ouvrier. — Daniel LEVINE.

par jour pour les vieux et un système d'assurances sociales.

Les beaux thèmes ! Comme on peut parler là-dessus. Bracops fut grammatical. Vereruyce fut truculent. Uytroover fut abondant et gras. Marchant fut mince et haut. Vandervelde brossa la synthèse... et l'envoie, mes frères, l'envoie ! Il donne encore du piston, hein, le patron !

Il y eut une résolution, qui fait dire aux travailleurs de l'arrondissement de Bruxelles qu'ils « mettront tout en œuvre, pour faire aboutir, à bref délai, ces légitimes réformes. »

L'expérience sert à quelque chose. Nous en tenons compte et nous savons que ce tout veut dire que rien ne sera fait, rien qui signifie tant soit peu.

Si les travailleurs ne savent pas, courageusement, tenacement, mettre eux-mêmes la main à la pâte, ne brisent rudement la passivité qui pèse, d'en haut sur les organisations, toute la machine bureaucratique dut-elle voler en éclats, l'année du Centenaire ne sera pas « troublée ». Toutes les phrases actuelles des « chefs » ne sont qu'un chantage en vue d'une future collaboration ministérielle, en vue des quelques concessions minimes que la bourgeoisie présentera comme le gâteau sucré de la circonstance. Qu'on ne s'y méprenne pas un seul instant.

Lettre d'Allemagne

Les chômeurs et la journée du 1^{er} Février

Berlin, 2 février.

Pendant des semaines et des semaines, le parti allemand avait fait annoncer par la voie de ses 35 journaux que le premier février la masse des millions de chômeurs défilerait dans toute l'Allemagne. Les ouvriers des usines donneraient la preuve de leur solidarité. Bravant les lois d'exception de Zoergel et de Severing, la classe ouvrière conquerrait la rue.

Le premier février devait être le commencement de grands combats de masses. La *Pravda de Leningrad* écrivait déjà :

Dans aucun pays la montée de la vague révolutionnaire et l'approche de l'effondrement de la stabilisation capitaliste ne sont aussi évidentes qu'en Allemagne. Après le P.C. de l'Union soviétique, le parti communiste allemand est le parti bolchevik le plus fort. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner si c'est en Allemagne qu'on doit voir s'avancer la révolution européenne qui s'approche.

Les combats de barricades à Hambourg, l'infraction de l'interdiction des démonstrations dans beaucoup de villes allemandes, le défilé des armées de chômeurs sont, dans les circonstances actuelles, l'expression de la disposition révolutionnaire grandissante des masses. Les événements des derniers jours prouvent qu'une situation révolutionnaire approche à vive allure en Allemagne.

A mesure que la direction du parti s'enivre de ses propres prophéties et de phrases ampoulées, la social-démocratie augmente d'audace. Energiquement soutenue par la presse démocratique, celle de la social-démocratie fit de l'excitation contre le P.C.A. et propagea les mensonges les plus fantastiques. Plus le 1^{er} février approchait plus il devenait clair que par une provocation de grande envergure, la social-démocratie espérait porter un coup définitif au parti et le chasser dans l'illégalité.

L'excitation de la social-démocratie trouva son complément dans les campagnes de la presse brandérienne, dénonçant les desseins soi-disant putschistes de la direction du parti.

En quoi consiste la défaite du 1^{er} février

La direction et la presse du parti ne font évidemment que parler d'une « victoire ». Ainsi la *Rote Fahne* du 2 février écrit : « Le parti communiste a atteint le 1^{er} février le but voulu : l'avance massive des régiments prolétariens en marche a broyé l'interdiction de démonstration du social-démocrate Gizevinski. »

La social-démocratie et la presse bourgeoise jubilent : les « plans révolutionnaires » ont échoué. La social-démocratie et la bourgeoisie savent fort bien que le 1^{er} février n'était pas le « jour de la révolution » dans le calendrier d'aventures de Thaelmann. Mais ils savent aussi que le 1^{er} février, le P.C.A. a subi une défaite sérieuse. Car le véritable but qu'il s'était assigné n'a de loin pas été atteint. Quelques milliers seulement sur les 350.000 chômeurs de Berlin ont obéi à l'appel du parti. Aucune des usines berlinoises dans lesquelles le parti obtint tant de voix, comme c'était le cas l'année dernière où il eut un tel succès dans les élections des conseils d'usine, n'est entrée dans la grève de solidarité. La direction du parti n'a même pas pu inviter les usines à faire une grève de solidarité avec les chômeurs, car elle savait que l'appel serait inutile.

Dans le Berlin rouge où le P.C.A. réunit aux élections communales du 17 novembre 1929, autant de voix prolétariennes que le parti socialiste, l'appel du parti se perdit, et cela malgré l'amertume grandissante des masses, malgré le mépris croissant que le prolétariat de Berlin fait peser sur la direction du parti socialiste.

Pourquoi la défaite était-elle inévitable ?

Le P.C.A. est un parti de masse qui

représente 3 millions de prolétaires. Il l'est malgré la politique aventureuse de sa direction, malgré l'incapacité des Thaelmann, Neumann, Remmele, etc.

Mais les masses, tout en votant pour le parti, soit aux élections générales, soit aux élections de conseils d'usines, ne manifestent pas du tout par là qu'elles sont décidées à réaliser la révolution prolétarienne. Elles prouvent simplement qu'elles se désolidarisent de la politique contre-révolutionnaire du parti social-démocrate, ennemi de leur classe. Malheureusement il n'en est pas comme le dit la *Rote Fahne* : « Dans les usines, chez les chômeurs, dans les rues des villes, dans les campagnes et dans les fermes, partout, la volonté d'en finir avec le système qui n'apporte que la faim et la misère pour les masses, grandit chez les travailleurs, la volonté d'en finir avec un système qui a prouvé son impuissance à garantir au peuple travailleur une existence simplement digne d'un être humain ! »

Les masses qui votent pour le parti, même celles qui le suivent dans ses actions, n'en sont pas encore là.

L'appel du parti pour le 1^{er} février s'est foncément éteint sans remplir son but, car il n'appelait pas les masses à des revendications immédiates précises, pouvant toucher chaque chômeur, mais il ne fit que s'enivrer lui-même de phrases politiques générales, phrases qui ne pouvaient pas être, pour un ouvrier n'appartenant pas au parti, l'indication, le but à poursuivre pour aujourd'hui, et pour demain.

Voilà pour le 1^{er} février. Dans un article plus long qui paraîtra dans la *Lutte des Classes*, nous considérerons plus en détails toute la politique actuelle du P.C.A. et surtout la question de savoir si les masses des chômeurs peuvent être l'avant-garde de la révolution allemande. — K.L.

L'agitation en Allemagne

Vers l'Octobre Rouge, dit la presse communiste allemande. « On n'exagère point en écrivant que l'Allemagne va vers un nouveau 1923 », écrit l'*Humanité*. Ce sont là des phrases assez neuves sous lesquelles il y a cependant le fait d'un mécontentement profond dans la classe ouvrière allemande. Les provocations de la social-démocratie au pouvoir et la politique de bluff du P.C.A. déterminent un état d'hostilités ouvertes constantes entre la police et certaines couches d'ouvriers chômeurs dont la vie est misérable.

Pour le 1^{er} février, le P.C.A. avait annoncé une mobilisation générale du prolétariat. Il est sûr aujourd'hui, que malgré les actions isolées et quelques incidents sanglants, la masse ouvrière, notamment à Berlin, n'a pas suivi le parti.

A Hambourg, plusieurs bagarres ont éclaté entre ouvriers et policiers. Ceux-ci ont cherché à disperser les chômeurs rassemblés au Bureau Central du Travail. Ils tirèrent à coup de revolver. Les mineurs répondirent par des pavés. Selon la *Rote Fahne*, de nombreuses délégations d'usines demandent la proclamation de la « grève politique de masse » ; mais ces délégations ne représentent probablement pas grand-chose.

Des ouvriers du bâtiment exhortèrent les policiers à cesser de matraquer les chômeurs. En réponse les policiers assommèrent l'un d'eux. D'autres ouvriers qui travaillaient sur un chantier de bâtiment ripostèrent par une grève de brèves. Les policiers tirèrent alors une quinzaine de coups de revolver sur l'échafaudage. Un ouvrier fut blessé.

Certains quartiers de Hambourg sont entièrement cernés par la police. Quelques petites barricades ont été dressées, si l'on en croit la presse du parti.

A Berlin, pour le 1^{er} février, la police a suivi les leçons de Tardieu. Arrestations préventives des dirigeants. Des automobiles ont sillonné la ville. A la moindre tentative de rassemblement, la police usa de la matraque.

Malgré ces troubles locaux et partiels, les masses ouvrières dans leur ensemble n'ont pas manifesté, et en tout cas, pas pour les buts qu'imagina prématurément le P.C.A.

En Espagne

La chute de Primo de Rivera et ses conséquences

La chute de Primo de Rivera n'a surpris presque personne. Elle n'a surpris que... Primo de Rivera lui-même et... les dirigeants communistes espagnols. Celui-ci déclarait, deux semaines avant sa chute, qu'il quitterait le pouvoir de son propre chef dans six mois ; ceux-là, comme un écho, écrivaient que nous aurions encore Primo pour longtemps.

Primo n'a pas quitté le pouvoir de son propre chef. Il n'a pas été chassé non plus par un mouvement révolutionnaire. Mais sa chute est due à une de ces révoltes sourdes qui menacent d'éclater non seulement contre un gouvernement, mais aussi contre le régime qui le soutient. Le régime — la bourgeoisie, la monarchie, l'armée — ont voulu parer au danger immédiat, au mécontentement et à la révolte montants, en chassant Primo du pouvoir et en promettant un retour à la constitution. En effet, il s'était organisé un complot sérieux qui, en éclatant, aurait pu renverser non seulement la dictature, mais la monarchie et dont les conséquences, dans la situation actuelle de l'Espagne, auraient pu très bien dépasser les intentions des organisateurs eux-mêmes.

On peut très bien affirmer que le mécontentement contre Primo était général. Le prolétariat a manifesté ce mécontentement par ses puissantes grèves de 1927-28-29 dans les Asturies, dans la Catalogne, à Séville, etc., des grèves à peu près spontanées déclenchées pour des raisons économiques et qui devenaient rapidement politiques, et cela non par l'intervention presque inexistante du communisme, mais par l'intervention de la dictature à côté du patronat contre le prolétariat et par la propre et rapide expérience de celui-ci.

(Les dirigeants communistes espagnols ont trompé l'Internationale en prétendant que ces grèves avaient été provoquées et dirigées par eux. Malheureusement il n'en a pas été ainsi).

Le mécontentement de la petite bourgeoisie, des intellectuels et d'une partie de l'armée, s'est manifesté par des complots (six, jusqu'à celui qui se préparait dernièrement) et par des mouvements d'étudiants. Primo ne jouissait déjà plus que de l'appui d'une partie de la haute bourgeoisie financière et industrielle qu'il avait réussi à s'assurer en instituant des monopoles nationaux au détriment du capital financier étranger et en appliquant une politique protectionniste outrancière. Mais l'appui de la haute bourgeoisie finit par lui manquer aussi, à cause de la baisse de la peseta, dans les milieux officiels, aux seules manœuvres de spéculation internationale. La pression de la finance internationale a été, en effet, l'une des causes principales, ce qui s'explique aisément étant donné la politique économique ultra-nationaliste de Primo, mais elle n'est pas la seule cause. Au lieu de reclassifier toute sa politique économique, financière et sociale, et d'arriver à l'établissement du parité-or, la dictature a cru pouvoir défendre la peseta par une simple intervention sur le marché international. Elle obtint d'un groupe de financiers anglo-américains un crédit de 18 millions de livres, ce qui lui permit d'atténuer seulement pendant quelque temps la chute de la devise espagnole. Mais cette chute s'est produite fatalement provoquant d'abord la démission du ministre des finances et ensuite la chute du gouvernement tout entier.

La situation économique et politique que laisse Primo comme héritage à ses successeurs est des plus graves. Cela personne ne peut le nier. Si les anciens chefs politiques les plus connus — Cambo, Maura fils, Sanchez Guerra, etc. — ont précisément refusé leur concours à Berenguer, c'est à cause de la gravité de la situation. Il y a d'abord la question financière. En 1923, année du coup d'Etat de Primo, d'après les chiffres officiels eux-mêmes, la dette publique espagnole était de 8.534 millions de pesetas, le total des obligations

du Trésor approchant de 5.000 millions. Fin 1929, ce chiffre s'élevait à 19.635 millions de pesetas (plus de 11 milliards d'augmentation en six années et quatre mois de dictature).

Politiquement, la situation est aussi, naturellement, des plus graves. En 1923, Primo détruisit tous les partis de gouvernement. Ceux-ci ne purent lui opposer la moindre résistance. Ils étaient discrédités devant le peuple.

Mais Primo ne créa rien à la place. L'Union patriotique était un parti créé artificiellement, sans entrailles dans l'opinion populaire, vivant grâce à l'appui officiel. Ce parti, de même que l'Assemblée consultative et tout ce qui a été créé par la dictature de Primo, est condamné à périr avec celui-ci. La preuve en est que le roi s'est adressé et continue à s'adresser, par l'intermédiaire de Berenguer, aux anciens chefs des partis traditionnels qui doivent réorganiser leurs partis et se préparer à des élections tronquées, suivant les méthodes vicieuses d'antan. Comme si rien ne s'était passé !

Bien entendu, le prolétariat espagnol ne regarde pas les choses de la même façon. A ses yeux, les anciens partis sont discrédités à jamais. Ce n'est pas leur retour, un retour à la situation de 1923 qu'ils attendent, qu'ils désirent. Pas de dictature prétorienne, mais pas d'ancien régime non plus. Et surtout, pas de monarchie. Primo fit son coup d'Etat en 1923 pour sauver la monarchie. C'est pour la sauver aussi qu'on vient de le liquider et que les anciens politiciens se préparent à gouverner de nouveau. Réussiront-ils à sauver la couronne ? Nous ne le croyons pas. Il se dessine un mouvement républicain de plus en plus profond en Espagne. Déjà le premier acte de Berenguer a consisté à arrêter quelques chefs républicains à Valence, Barcelone, etc... Les manifestations des étudiants et des ouvriers contre la dictature ne se déroulaient pas seulement aux cris de : « A bas Primo », mais « A bas la monarchie ». Le mouvement républicain ne pourra que s'intensifier. Les graves problèmes laissés en héritage par Primo et qui ne pourront être résolus par ses successeurs, contribueront à aggraver la crise du régime monarchiste. Nous sommes donc au seuil des luttes politiques du plus haut intérêt.

Mais il s'agit pour nous, communistes, d'agir, dans cette situation qui deviendra, par la force des choses, de plus en plus révolutionnaire, avec énergie et avec souplesse. Le mouvement anti-monarchiste sera dirigé, en premier lieu, par la petite bourgeoisie, par le parti républicain et des socialistes.

Le prolétariat espagnol, dont les conditions d'existence sont des plus misérables et qui a couvé sa haine contre le régime tout entier pendant ces dernières années d'oppression dictatoriale, s'appête à intervenir dans la lutte. Mais en face des socialistes qui se préparent à manœuvrer et des anarcho-syndicalistes qui essayeront de reprendre la direction des organisations syndicales révolutionnaires, il faut un Parti communiste puissant, discipliné, souple, sachant diriger le prolétariat à travers les luttes prochaines vers son émancipation de classe. Le Parti communiste actuel sera-t-il à la hauteur de sa mission historique ? Voilà le grave problème qui se pose pour l'Internationale tout entière. Aujourd'hui encore, les dirigeants communistes espagnols, avec l'appui de la clique stalinienne qui dirige l'I.C., s'adonnent volontiers à un travail aveugle, systématique de persécutions contre les meilleurs militants communistes. Dans toute circonstance, cette attitude est une faute ; à l'heure actuelle elle constitue un crime anticommuniste. Nous, communistes oppositionnels, saurons remplir notre devoir. Mais si les bureaucrates staliniens essayent de nous en empêcher, nous saurons les rendre responsables devant le prolétariat international.

GORKIN.

Les luttes du prolétariat féminin

POUR L'ÉGALITÉ DE SALAIRE DANS LES P.T.T.

Au cours de son étude sur les *Origines de la famille, de la propriété privée, et de l'Etat*, Engels analysant la situation familiale et sociale inférieure de la femme conclut en disant :

L'affranchissement de la femme exige, comme condition première, la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et, à son tour, cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société.

La période capitaliste, par l'extension prodigieuse des services collectifs qu'elle a causée, aura, vérifiant l'affirmation d'Engels, amené un mouvement de libération important du prolétariat féminin, mouvement marqué de luttes ardentes et parfois de longue durée.

C'est une de ces luttes dont nous pouvons suivre présentement les péripéties dans le service des P.T.T.

Lorsque l'Administration des P.T.T. commença à admettre des femmes dans son personnel, elle le fit en digne patron capitaliste, c'est-à-dire en payant les femmes à un taux bien inférieur à celui des hommes. Pour colorer cette infériorité de rétribution d'une apparence de raison, elle fit comme ont fait d'autres administrations tant privées que d'Etat, elle institua à l'entrée un concours différent pour les deux sexes, mesure uniquement destinée à sauver la face, car une sélection bien plus rigoureuse du personnel féminin compensait et au delà l'épreuve supplémentaire du candidat commis.

Par la suite, la pratique se chargeait de démontrer l'égalité de valeur du personnel puisque, à tour de rôle, commis et dames-employées s'installaient derrière les mêmes guichets et assuraient exactement les mêmes services.

Les dames-employées ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'elles étaient exploitées, et, timidement d'abord, puis de plus en plus haut, elles réclamèrent l'égalité de salaire. Leur revendication, présentée d'abord au syndicat, connut toute la gamme des réponses faites d'ordinaire à des travailleuses par des travailleurs imbus de la conviction petite-bourgeoise de la supériorité masculine : répliques ironiques, discussions à perte de vue sur la prétendue inégalité du recrutement nécessitée par l'incapacité féminine, rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la famille et salaire d'appoint de cette dernière etc., etc... Le personnel féminin répondait en réclamant le concours d'entrée mixte. Puis, par une manœuvre démagogique inspirée du pire esprit de sexe, quelques dirigeants syndicaux réclamèrent pour leurs collègues lésées l'égalité avec le personnel féminin d'autres services publics mais non avec eux.

En 1927, enfin, lassés d'être bernés, les travailleuses des P.T.T. fondèrent la « Ligue des dames-employées pour l'égalité de salaire ».

De nombreux travailleurs comprirent leur geste et tandis que les effectifs de la Ligue des dames-employées grimpaient aux environs de 15.000 adhérentes, il se faisait un travail d'entente au syndicat pour éviter parmi les travailleurs des P.T.T. une coupure qui n'aurait profité qu'à l'Etat-patron.

Au bout de dix-huit mois, la situation était la suivante : le syndicat plaçait à sa tête un militant résolu à défendre la revendication du personnel féminin ; d'autre part, au Parlement, la Commission des finances se prononçait pour la création de 2.944 emplois de dames-commises et pour l'intégration immédiate de ces dames-employées dans le cadre des commis.

En présence de ces résultats et désireuses de ne point aigrir les antagonismes au sein du personnel postal, les militantes résolurent de dissoudre leur Ligue et de rendre au syndicat la conduite de leur défense.

Mais l'Administration, en dépit de son nom féminin, a une mentalité « masculiniste ». Depuis le vote de la commission des finances (octobre 1928), elle porta ses efforts contre le personnel féminin de manière à frustrer les travailleuses des P.T.T. de cette égalité

qu'elles croyaient, sinon avoir conquise, du moins être en voie de conquérir.

En dépit des promesses ministérielles la haute bureaucratie ne réagit pas l'intégration promise et même remettait obliquement en question le vote parlementaire. Sur les instigations de quelques hauts fonctionnaires, il fut décidé que l'on réaliserait l'égalité de traitement pour les dames-employées âgées de plus de 45 ans, mais que l'on exigerait des autres le passage d'un nouvel examen.

D'autre part, le personnel féminin devait être partagé en deux groupes : personnel agent (le moins nombreux) qui serait assimilé aux commis des Postes et manipulantes (en grand nombre) assimilées aux manipulants. (On rêvait de loger dans ces cadres moins payés les téléphonistes). Mais tandis que les manipulants ne subissent à l'entrée qu'un examen tout à fait élémentaire, les femmes n'entrent que par un concours infiniment plus élevé et dans lequel joue une rigoureuse sélection.

Les dames-employées firent valoir que l'examen d'entrée ne leur donnait pas le droit de choisir leur emploi ; qu'elles devaient, au hasard de la nomination, assurer un service postal, télégraphique ou téléphonique ; que ranger le personnel des téléphones parmi les manipulantes moins payées amènerait un exode des employées vers le service postal, fatal au fonctionnement du service même. Elles rappelèrent les vains essais de l'Administration pour faire assurer ce service, aux heures chargées, par un personnel masculin et montrèrent toute l'injustice qu'il y aurait à payer moins les femmes pour un travail qu'elles exercent mieux que les hommes.

Elles firent valoir que la revendication de l'égalité de traitement n'était pas la conquête d'un nouveau grade les conduisant à un service nouveau, mais la réparation de l'injustice qu'elles subissent en étant moins payées que les commis pour un même travail.

Enfin, et c'était la voie la plus radicale, elles résolurent de ne pas se présenter à l'examen. Les listes d'inscription qui circulaient par les soins de l'Administration ne recueillirent qu'un petit nombre de signatures et dans certains bureaux revinrent blanches.

La date de l'examen reculée de trimestre en trimestre fut enfin fixée au 25 janvier.

Le 21 janvier six cents postières de tous les services se rendirent aux abords de la Chambre et au ministère criant : « A bas l'examen ! Conspuez l'examen ! » Il y eut une quarantaine d'arrestations, non maintenues d'ailleurs, et dans deux grands meetings enthousiastes, le personnel féminin, appuyé par les militants syndicaux, se refusa à subir les brimades de l'Administration. Plus de quatre-vingts télégrammes de province vinrent accentuer l'action en déclarant tous : « Marchez, nous sommes avec vous ! »

Le succès récompensa cette action vigoureuse. L'examen du 25 janvier fut « le premier » et sera « le dernier » selon la parole du ministre, le célèbre Germain Martin, et les premières nominations de dames dans le cadre commis ont déjà paru.

La partie est-elle entièrement gagnée ? Il serait puéril de le croire et nos camarades ne se font pas d'illusions, elles savent qu'il faudra batailler et vigoureusement pour obtenir justice complète.

Elles savent que la haute bureaucratie cherchera à prendre sa revanche ; elles savent qu'au sein même du personnel postal, des commis, aveuglés d'orgueil masculin, ne comprendront pas qu'il est de leur intérêt immédiat de détruire la concurrence au rabais que leur faisait le personnel féminin et tenteront de louchés manœuvres contre leurs collègues femmes.

Contre ces adversaires, les dames-employées auront le secours de leurs militants syndicaux clairvoyants ; elles auront leur vaillant organe, le *Journal des Dames des P.T.T.* qu'elles n'au-

Lettres de l'Union Soviétique

L'AFFAIRE PILNIAK ET L'ART PROLÉTARIEN

Moscou, 26 janvier.

Les années 28 et 29 avaient plutôt été marquées dans la littérature soviétique par les progrès de l'esprit petit-bourgeois (pour ne pas dire bourgeois). La production des écrivains non communistes était de beaucoup la meilleure et la plus riche, par comparaison avec celle des « écrivains prolétariens », qui, organisés en vastes associations, employaient une grande partie de leurs énergies en conférences, polémiques entre soi, en variations sur ce thème : à qui la palme de l'orthodoxie ? confection de thèses, etc. Les meilleures œuvres récentes des écrivains prolétariens sont même loin de ce qu'elles devraient être par définition. Le Fleuve tranquille, de Chokolov (Tikh Don), grande fresque sur la vie des cosaques du Don, est plein de réalisme sain, de couleur, de saveur ; mais ni les idées générales, ni les mobiles des hommes, ni les caractères, ne confèrent à cette œuvre une réelle portée révolutionnaire. La Débâcle ou la Défaite, de Fadéev, pourrait se passer dans n'importe quelle guerre, pas même forcément civile.

Mieux vaut ne point parler des fabrications littéraires comme celles de ce Tchoumandrine, de Léningrad, à peu près illisible, du reste, qui écrit tout un roman pour montrer comment un bon communiste zélé devient opposant parce qu'il devient opposant... ça rapporte. C'est tout.

Je définis œuvre prolétarienne, non pas celle qui commente par le roman les dernières décisions d'un plénum du C.C., non point celle qui flatte le goût officiel en agitant quelques points conventionnels, comme le bon technicien et le saboteur perfide, le bon membre du parti, honnête et consciencieux et le démoralisé, l'ouvrier qui boit et celui qui souscrit idéalement aux emprunts. Non pas celle que son auteur justifie par des thèses aussi prolifères que celles qui démontraient naguère la direction parfaite de la révolution chinoise. Non, une œuvre littéraire et prolétarienne, quand elle est imprégnée des idées, des sentiments des aspirations du prolétariat militant, quand les rapports entre l'individu et la collectivité, l'attitude du révolutionnaire prolétarien devant les problèmes que la vie lui impose chaque jour, les contradictions réelles de notre mouvement — et leurs solutions — y sont indiqués dans un esprit communiste. Entendons-nous : ce peut-être sous des formes très éloignées en apparence de la théorie proprement dite. Eh bien, l'U.R.S.S. est très pauvre à l'heure actuelle en œuvres répondant à cette définition. On a beaucoup imprimé depuis quelques années sans ajouter grand-chose au Giment de Gladkov et à trois ou quatre autres livres de la même époque et de la même valeur.

On finit par s'en alarmer à la fin de l'année dernière, après le grand coup de barre à gauche donné dans la politique rurale. On s'aperçut que presque tous les livres de quelque valeur récemment publiés marquaient une réaction très nette contre la pensée communiste. Rien d'étonnant à cela. Nos littérateurs — même les jeunes — forment un milieu de petite bourgeoisie assez privilégié, nullement socialiste — et comment, et pourquoi le serait-il ? — gêné de ne pouvoir s'exprimer, très tenu en laisse, très mécontent, au fond, assez enclin à prendre le contre-pied

ront pas l'ingénuité de faire disparaître tant que satisfaction complète ne leur sera pas accordée. Elles auront le souvenir des résultats que leur a apportés leur solidarité et la conscience de la force que représentent 15.000 travailleuses résolues à faire respecter et estimer leur travail à sa juste valeur.

Le jour où la majorité des travailleurs aura compris l'incomparable puissance qu'ils représentent les plus orientées oppressions seront bien malades.

Marthe BIGOT.

de tout ce que l'on dit, très porté à souligner les contradictions entre le communiqué du G.Q.G. et les observations de n'importe qui. Ils voudraient bien fronder et ils ne sont pas socialistes du tout. Ici deux remarques : 1. Telle est l'attitude naturelle de la petite bourgeoisie éclairée, encline à regarder vers l'Occident opulent et « démocratique ». 2. La révolution devrait avoir néanmoins conquis et depuis longtemps, et sérieusement assimilé les meilleurs des écrivains russes d'aujourd'hui qui sont des hommes intelligents, doués et sincèrement attachés à l'ordre nouveau. On n'a pas su. On a commis trop de fautes et l'on continue. Ces fautes sont les mêmes, sur un autre plan que celles qui font que le mouvement communiste d'Occident n'a point de cadres. Il y a des façons mécaniques de diriger et d'éduquer qui font le vide, stérilisent, appellent la réaction en sens contraire.

Donc, l'été dernier, éclata l'affaire Pilniak. Cet écrivain remarquable, l'auteur de l'Année nue, avait écrit une nouvelle d'un amer réalisme photographique sur la vie d'une petite ville de la Volga (Bois des îles que l'on publie dans Europe) ! Livre pessimiste, monographie d'un coin qui meurt. Il y en a beaucoup comme ça. Il y en a d'autres aussi et Pilniak le sait bien. Il a sa philosophie qui n'est pas la nôtre mais qui n'est pas non plus, loin de là, celle d'un contre-révolutionnaire. C'est un bon « compagnon de route » dont les sautes d'humeur s'expliquent assez par ces temps de hauts et de bas heurtés, et qui voit surtout très bien ce que les ronds-de-cuir optimistes n'aiment pas à voir. Le livre fut refusé par les éditeurs mais parut à Berlin (ainsi que pas mal d'autres œuvres soviétiques). Tollé formidable. « Trahison ». Complicité avec les émigrés berlinois. Libelle ennemi, etc. Que ne dit-on pas ! Personne n'avait lu la nouvelle incriminée mais il plut des résolutions la condamnant sans circonstances atténuantes. Les écrivains firent assaut de loyalisme et se blâmèrent, se condamnèrent les uns les autres à tour de bras. Pilniak, qui a tout de même une veine « révolutionnaire » dans son œuvre et sa pensée, fut remplacé à la présidence de l'Association des écrivains (non-prolétariens). Les personnalités accusées cédèrent la place à des adaptés plus souples. Pilniak annonça un roman dans lequel il montrerait en même temps que la tristesse des petites villes groupées, l'effort grandiose de l'industrialisation.

Où est le problème ? Il faudrait comprendre que l'unité de pensée du parti prolétarien, sa discipline idéologique, ne sauraient être étendues mécaniquement... aux littérateurs non communistes. Que le loyalisme et le zèle ne peuvent donner qu'une littérature officielle d'une grande médiocrité. Que le réalisme n'est pas un mal. Qu'il n'est pas toujours déplorable pour un parti dirigeant d'être critiqué même indirectement, même par le roman. Qu'il n'est pas mauvais du tout que l'écrivain nous informe de ce que pensent et ressentent ceux qui ne sont pas de notre avis, à nous, communistes (car ce qui est mauvais, très mauvais, c'est de l'ignorer). Que la littérature ne peut pas être orthodoxe dans un pays où la grande majorité des populations ne l'est pas. Que l'hétérodoxe n'est pas forcément un ennemi. Et enfin, point essentiel, que la littérature prolétarienne doit s'imposer par des œuvres, dans la concurrence avec sa rivale, il est même de son intérêt que cette rivale soit vigoureuse — et non être administrativement imposée. La littérature soviétique ne sortira du marasme que lorsque ces vérités premières auront fait leur bonhomme de chemin dans quelques esprits, je veux dire dans quelques bureaux.

Ces vérités premières étaient assez généralement comprises il y a quelques années, ce qui explique la multiplicité des œuvres et des hommes dans les débuts de la littérature soviétique. — N. B.

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste ⁽¹⁾

Quels sont les indices de la radicalisation politique des masses ?

La question de la radicalisation des masses ne se limite pas, cependant, au seul mouvement de grèves. Où en est la lutte politique ? Et tout d'abord : où en sont les effectifs et l'influence du parti communiste ?

Il est remarquable qu'en parlant de radicalisation, les chefs officiels ignorent avec une effarante légèreté la question de leur propre parti. Cependant le fait est qu'à partir de 1925 les effectifs du parti ont décliné d'année en année ; en 1925, ils étaient de 83.000 membres ; en 1926, de 65.000 ; en 1927, de 56.000 ; en 1928, de 52.000 ; en 1929, de 35.000. Nous nous servons pour les années passées, des chiffres officiels donnés par le secrétaire de l'Internationale, Piatnitsky ; pour 1929, des chiffres donnés par Sémard. Quoi qu'on puisse penser de ces chiffres, certainement très exagérés, il n'en reste pas moins qu'ils tracent, dans leur ensemble, avec une absolue netteté, la courbe du déclin du parti : en cinq ans, les effectifs sont tombés de plus de moitié.

On dira que la qualité vaut mieux que la quantité et que maintenant il ne reste plus dans le parti que des communistes absolument sûrs. Admettons-le. Mais la question n'est nullement là. Le processus de radicalisation des masses ne peut en aucune façon se traduire par l'isolement des éléments de cadres, mais au contraire par un afflux dans le parti d'éléments sûrs et militants et par la conversion de ceux-ci en éléments sûrs. On ne peut concilier la radicalisation politique des masses avec la diminution systématique des effectifs du parti que si l'on considère, dans la vie de la classe ouvrière, le parti comme la cinquième roue d'une charrette. Les faits sont plus forts que les mots : non seulement au cours de 1925-1927, quand la vague de grèves reflua, mais même au cours des deux dernières années, lorsque le nombre de grèves commença à augmenter, nous constatons un déclin persistant de l'effectif du parti.

Là-dessus, les honorables Pangloss du communisme officiel nous interrompent pour nous signaler la « disproportion » qui existe entre les effectifs du parti et son influence. Telle est aujourd'hui, d'une manière générale, la formule de l'Internationale Communiste imaginée par de rusés compères à l'usage des nigauds. Cependant, cette formule canonique, non seulement n'explique rien, mais dans un certain sens, elle aggrave même les choses. L'expérience du mouvement ouvrier atteste que la différence entre le rayon d'organisation et le rayon d'influence du parti — toutes conditions égales — est d'autant plus grande que le caractère dudit parti est moins révolutionnaire et plus « parlementaire ». L'opportunisme s'appuie beaucoup plus facilement que le marxisme, sur des masses dispersées. On s'en rend compte, notamment, par la simple comparaison du parti socialiste et du parti communiste (1). L'accroissement systématique de la « disproportion », parallèlement à la décroissance du nombre des communistes organisés, ne pouvait, par consé-

quent, rien signifier d'autre, si ce n'est ceci : que le parti communiste français de révolutionnaire se transforme en parti parlementaire et ministériel. Que, dans une certaine mesure, ce processus ait existé au cours de ces dernières années, c'est ce qu'attestent, de façon indiscutable les récents scandales « municipaux », auxquels il est à craindre que ne succèdent, encore cette fois, les scandales « parlementaires ». Néanmoins, la différence entre le parti communiste, tel qu'il est actuellement, et l'agence socialiste de la bourgeoisie, reste considérable. Les Pangloss de la Direction dénigrent le Parti communiste français quand ils négligent sur ce qui est la gigantesque disproportion entre les effectifs de celui-ci et son influence. On n'a pas de peine à démontrer que l'influence politique du communisme s'est, hélas ! bien faiblement développée en ces cinq dernières années.

Le parlementarisme dans le parti français

Pour les marxistes, ce n'est pas un secret que les élections parlementaires et municipales reflètent en les défigurant à l'extrême, et toujours au préjudice des tendances révolutionnaires, les véritables sentiments des masses opprimées. Néanmoins, la dynamique de l'évolution politique a également son reflet dans les élections parlementaires : c'est une des raisons pour lesquelles nous, marxistes, prenons une part active à la lutte parlementaire et municipale. Mais que disent les chiffres de la statistique électorale ?

Aux élections législatives de 1924, le parti communiste réunit 875.000 suffrages, un peu moins de 10 % de tous les suffrages exprimés. Aux élections de 1928, le parti a obtenu un peu plus d'un million de voix (1.064.000), ce qui représente 11, 1/3 % de l'ensemble des votants. Ainsi, en quatre années, le poids spécifique du parti dans le corps électoral du pays s'est accru de 1 1/3 %. Si le processus se poursuivait dans l'avenir à ce même rythme, la perspective de Chambelland sur les trente à quarante ans de paix sociale pourrait fort bien s'avérer trop... révolutionnaire.

Le parti socialiste qui, dès 1924, était « inexistant », (Zinoviev - Losovsky *dirit*), recueillit en 1928, presque 1 million 700.000 suffrages, plus de 18 % du total des voix exprimées, ou largement une fois et demie de plus que les communistes.

Les résultats des élections municipales modifient peu ce tableau général. Dans certains centres industriels (Paris, le Nord), un déplacement de voix socialistes, au profit des communistes, s'est incontestablement produit. Ainsi, à Paris, le poids spécifique des voix communistes s'est accru en quatre années (1925-1929) de 18,9 % à 21,8 %, soit de 3 %, alors que la part des voix socialistes tombait de 22,4 % à 18,1 %, soit de 4 %. La valeur symptomatique de ce genre de faits est indubitable ; mais pour le moment, ils gardent toutefois un caractère local et, surtout, ils sont fortement compromis par le « municipalisme » antirévolutionnaire dont Louis Sellier et ses pareils petits-bourgeois sont la vivante incarnation. D'une façon générale, on peut dire que les élections qui ont eu lieu un an après des élections législatives, n'ont pas apporté de modifications sensibles aux résultats de ces dernières.

Les autres indices de la vie politique se retrouvent également et pleinement contre les affirmations, pour le moins prématurées, d'une prétendue radicalisation des masses au cours de ces deux dernières années. Le tirage de l'*Humanité*, autant que nous sachions, n'a nullement augmenté dans ce laps de temps. La souscription en faveur de l'*Humanité* est à coup sûr une réalité consolante. Mais cette souscription eût été tout aussi possible un an, deux ans,

trois ans plus tôt, si la réaction eût attaqué démonstrativement le journal.

Le premier août — on ne doit pas l'oublier un instant — le parti n'a pas été capable de mobiliser non seulement la partie du prolétariat qui a voté pour lui, mais même tous les ouvriers syndiqués. A Paris, d'après les calculs certainement exagérés de l'*Humanité*, environ 50.000 ouvriers soit moins de la moitié des syndiqués, ont pris part à la manifestation du premier août. En province, la situation a été incomparablement pire. Remarquons en passant que c'est là la preuve que le « rôle dirigeant » du Bureau Politique parmi les fonctionnaires unitaires ne signifie pas encore que le parti exerce un rôle dirigeant parmi les ouvriers syndiqués. Or, ces derniers ne représentent qu'une petite parcelle de la classe. Si l'élan révolutionnaire est vraiment un fait aussi indiscutable, que vaut alors la direction du parti qui, au moment aigu du conflit sino-soviétique, n'a pas même pu entraîner dans une manifestation antimilitariste le quart (disons plus justement le dixième) de ses électeurs dans le pays ? Personne ne réclame l'impossible à la direction du parti communiste. On ne peut prendre la classe de force. Mais ce qui a donné à la manifestation du premier août, un caractère de fiasco évident, c'est la phénoménale « disproportion » entre les cris de victoire de la direction et l'écho réel des masses.

Le déclin de la C.G.T.U.

Quant à l'organisation syndicale, à en juger par les chiffres officiels, elle a suivi avec un an de retard, le déclin du parti. En 1926, la Confédération unitaire comptait 475.000 membres ; en 1927, 452.000 ; en 1928, 375.000. La perte de 100.000 membres par les syndicats, alors que le mouvement de grèves se développait dans le pays, constitue la preuve irrécusable que la C.G.T.U. unitaire ne reflète pas les processus fondamentaux qui s'opèrent dans le domaine de la lutte corporative-économique des masses, mais que, ombre agrandie du parti, elle ne fait que suivre, avec quelque retard, le déclin de celui-ci.

Les données que nous citons dans le présent exposé confirment avec une force redoublée les déductions que, a priori, nous avons tirées dans notre premier article de l'analyse des chiffres du mouvement de grèves. Rappelons-les encore une fois. Les années 1919-1920 ont été les années culminantes de la lutte prolétarienne en France. Après quoi commença le reflux qui, dans le domaine économique, à six ans de distance fut remplacé par un nouveau flux pour le moment encore très lent ; quant au domaine politique, le reflux ou la stagnation continue, du moins dans la masse principale du prolétariat, encore aujourd'hui. Ainsi, un réveil d'activité de certaines couches du prolétariat dans le domaine de la lutte économique n'est pas niable. Mais ce processus ne fait encore que passer par un premier stade, au point que dans la lutte sont entraînées surtout les entreprises de l'industrie légère, avec une prépondérance d'ouvriers inorganisés sur les organisés et un poids spécifique important d'ouvriers étrangers.

L'essor de la conjoncture économique parallèlement à un renchérissement du coût de la vie, a servi d'impulsion à la lutte gréviste. D'une façon générale, les premiers stades du renforcement de la lutte corporative ne sont pas d'ordinaire accompagnés d'un mouvement d'essor révolutionnaire. Il n'en va pas autrement aujourd'hui. Au contraire, l'essor économique peut même pendant un certain temps atténuer les intérêts politiques des ouvriers, tout au moins, de quelques-unes de leurs couches.

Si, par ailleurs, on prend en considération que l'industrie française pas-

se depuis déjà deux ans par une phase d'essor ; qu'il n'est pas question de chômage dans ses branches essentielles ; et que, dans certaines branches on observe même un manque aigu de main-d'œuvre, il n'est pas difficile d'en inférer que, dans ces conditions exceptionnellement propices à la lutte syndicale, l'ampleur actuelle du mouvement de grèves doit être considérée comme très modérée. Les indices essentiels de cette modération sont : la dépression qui subsiste dans les masses de la période passée, et la lenteur de l'essor industriel lui-même.

Quelles sont les perspectives prochaines ?

Malgré le caractère rythmique des changements de conjoncture, on ne peut que d'une manière très approximative prévoir pratiquement l'alternance des phases du cycle. Ce qui précède s'applique également au capitalisme d'avant-guerre. Pour ce qui est de la présente époque, les difficultés de prévoir la conjoncture se sont encore accrues. Le marché mondial n'est toujours pas arrivé, après les secousses de la guerre, à établir une conjoncture unique, bien qu'il s'en soit beaucoup rapproché par rapport aux cinq premières années d'après-guerre. Voilà pourquoi l'on doit être aujourd'hui doublement circonspect, quand on essaye de définir à l'avance le changement suivant de la conjoncture mondiale.

A l'heure actuelle, les variantes essentielles ci-dessous paraissent possibles :

1. La crise de la Bourse de New-York est le signe avant-coureur de la crise économique des Etats-Unis, laquelle, dans les mois prochains, atteindra déjà une grande profondeur. Le capitalisme, aux Etats-Unis, s'est vu obligé de donner un sérieux coup de volant dans le sens du marché extérieur. Une époque de concurrence effrénée commence. Les marchandises américaines se frayent une voie à des prix inférieurs au prix de revient. Les marchandises européennes reculent devant cette attaque forcée. L'Europe entre dans la crise plus tard que les Etats-Unis, mais en revanche, la crise européenne revêt une acuité extrême.

2. Un krach de Bourse ne provoque pas en ligne directe une crise économique ; il n'a pour effet qu'une dépression momentanée. Un coup qui atteint la spéculation boursière aboutit à une corrélation plus juste entre le cours des valeurs et l'activité économique, de même qu'entre cette dernière et le pouvoir d'achat réel du marché. Après une dépression et une période d'adaptation, la conjoncture économique se redresse, quoique pas d'une manière aussi vive que dans la période écoulée. Mais cette variante n'est pas impossible. Les réserves du capitalisme américain sont vastes. Le budget n'y tient pas la dernière place (commandes, subsides, etc.).

3. Le reflux des moyens de la spéculation américaine féconde l'activité économique. Le sort ultérieur de la reprise qui en résulte dépendra à son tour de causes d'ordre purement européen, comme de causes d'ordre mondial. Même dans l'éventualité d'une crise économique aiguë aux Etats-Unis, un essor peut encore se prolonger un certain temps en Europe, car il n'est tout de même pas concevable que le capitalisme des Etats-Unis puisse en l'espace de quelques mois se réorganiser en vue d'une offensive décisive sur le marché mondial.

4. Enfin, le cours réel de l'évolution peut passer entre les variantes mentionnées ci-dessus et donner une résultante sous forme de courbe brisée dont les oscillations se traduiraient par de timides écarts en haut ou en bas.

L'évolution du mouvement ouvrier,

(1) Voir les numéros des 24 et 31 janvier.

(1) A la veille des élections législatives de 1924, le bureau du Comité exécutif de l'I. C., dans un manifeste spécial adressé au Parti communiste français, traitait le parti socialiste de parti « inexistant ». Le manifeste était dû à ce voltigeur de Losovsky. C'est en vain que je protestai, dans une lettre adressée au bureau, contre cette légèreté d'appréciation, en même temps que j'expliquai qu'un parti réformiste parlementaire peut garder une très grande influence avec une organisation faible, voire même une presse faible. Cela fut mis au compte de mon « pessimisme ». Le résultat des élections de 1924 de même que l'évolution ultérieure ne tardèrent pas, bien entendu, à jeter bas cette fois encore l'optimisme légèreté de Zinoviev-Losovsky.

surtout du mouvement de grèves, fut étroitement liée dans toute l'histoire du capitalisme à l'évolution des cycles de conjoncture. On ne doit pas, bien sûr, se représenter ce lien d'une manière mécanique. Dans certaines conditions qui sortent des limites du cycle économique (modifications brutales de la situation économique ou politique du monde, crises sociales aiguës, guerres et révolutions), ce ne sont pas les revendications courantes des masses que suscite la conjoncture donnée, qui trouvent leur expression dans une vague de grèves, mais des profondes tâches historiques, d'un caractère révolutionnaire de ces masses. Par exemple, en France, les grèves d'après-guerre n'eurent pas un caractère de conjoncture, mais traduisaient la crise profonde de l'ensemble de la société capitaliste. Si l'on considère l'actuelle reprise du mouvement de grèves en France sous l'angle de ces critères, elle nous apparaît avant tout pour le moment comme un mouvement ayant un caractère de conjoncture. Du mouvement ultérieur du marché, de la succession des phases de conjoncture, de leur plénitude et de leur intensité, dépendront de la façon la plus immédiate la marche et l'allure du mouvement ouvrier. Dès lors, il est d'autant plus inadmissible au tournant où nous sommes, de proclamer sans aucun rapport avec le cours réel de la vie économique, l'avènement de la « troisième période ».

Il est inutile d'expliquer que, dans le cas même d'un retour de conjoncture favorable en Amérique et d'une période d'essor économique en Europe, une nouvelle crise serait néanmoins fatale. On peut être sûr que les dirigeants actuels, quand la crise se fera réellement sentir, proclameront que leur pronostic s'est entièrement confirmé, que la stabilisation du capitalisme a prouvé sa fragilité et que la lutte de classes est devenue plus aiguë. Cependant, il est clair que de tels pronostics ne valent pas cher. Celui qui chaque jour se mettrait à pronostiquer une éclipse de soleil, finirait par voir accomplir son pronostic. Mais il n'est guère probable que nous voudrions considérer cet orade comme un astronome sérieux. La tâche des communistes n'est pas de prédire tous les matins des crises, des révolutions et des guerres, mais de préparer les masses aux guerres et aux révolutions, en appréciant sensément la situation qui se crée entre les guerres et les révolutions. On doit prévoir l'inévitabilité d'une crise après une période d'essor, on doit prévenir les masses d'une crise future. Mais on peut d'autant mieux les préparer à la crise que les masses, sous une juste direction, mettront plus pleinement à profit la période d'essor.

A la récente session (de décembre), du Comité fédéral national de la C.G.T. unitaire de très bonnes idées ont aussi été émises. Ainsi Claveri et Dorel se sont plaints de ce que le dernier congrès unitaire (septembre 1929) ait étudié les revendications corporatives des masses ouvrières. Toutefois, ces orateurs ne se sont pas demandé comment il avait pu se faire qu'un congrès syndical ait passé à côté de ce qui doit être sa première et sa plus urgente tâche ? Au nom de l'« auto-critique » les orateurs précités ont cette fois condamné la direction unitaire en termes plus écrasants que ne l'avait fait jamais l'opposition.

Cependant, Dorel lui-même a versé à la gloire de la « troisième période » pas mal de confusion en connexion avec la question du caractère politique des grèves. Dorel exige que les syndicalistes révolutionnaires, c'est-à-dire les communistes, — les seuls syndicalistes révolutionnaires qui soient — profitent des grèves pour démasquer aux yeux des ouvriers la dépendance de certaines manifestations d'exploitation de tout le régime actuel, et par conséquent le lien qu'il y a entre les revendications partielles des ouvriers et les tâches de la révolution prolétarienne.

Pour un marxiste, c'est là une exigence plus qu'élémentaire. Mais cela ne définit nullement le caractère de la grève comme telle. Par grève politique, on doit entendre non pas une grève durant laquelle les communistes font de l'agitation politique, mais une grève où les ouvriers de divers établissements et corporations luttent pour des buts bien déterminés. La propagande révolutionnaire en temps de grèves est un devoir

que les communistes doivent remplir, quelles que soient les conditions. Quant à la participation des ouvriers aux grèves politiques, c'est-à-dire aux grèves révolutionnaires, elle est une des formes les plus aiguës de la lutte et elle ne se réalise que dans des conditions exceptionnelles, que ni le parti ni le syndicat ne peuvent engendrer, à leur gré, par des moyens artificiels.

Le fait d'identifier les grèves corporatives avec les grèves politiques, crée un chaos qui empêche manifestement les chefs syndicaux de concevoir d'une manière juste les grèves économiques, la préparation et l'élaboration d'un programme rationnel de revendications ouvrières.

Il en est pis encore de l'orientation économique générale. La philosophie de la « troisième période » exige coûte que coûte et tout de suite une crise économique. Cependant, sans appréciation concrète de la conjoncture, il n'est pas possible, encore une fois, d'élaborer de justes revendications et de lutter pour elles avec succès. Claveri et Dorel auraient agi sagement en méditant la question à fond.

Si en France l'essor économique se poursuit encore un an ou deux, ce qui n'est pas impossible, l'ordre du jour le plus prochain comportera avant tout le développement et l'affermissement de la lutte économique. S'avoir s'adapter à cette situation est non seulement la tâche des syndicalistes, mais celle aussi du parti. Il ne suffit pas de proclamer le droit abstrait du communisme au rôle dirigeant, il faut le conquérir pratiquement, en demeurant non dans les cadres étroits de l'appareil syndical, mais sur l'ensemble du champ de la lutte de classes. A la formule anarchiste et trade-unioniste de l'autonomie syndicale, le parti doit opposer une aide sérieuse, théorique et politique, aux syndicats, en les aidant à s'orienter dans les questions de l'évolution économique et politique, et par conséquent à élaborer de justes revendications et de justes méthodes de lutte.

La crise qui succédera inévitablement à la période d'essor modifiera les tâches en même temps qu'elle supprimera la base d'une lutte économique victorieuse. Il est dit plus haut que l'avènement de la crise servira, très probablement, d'impulsion à l'activité politique des masses. La force de cette impulsion dépend directement de deux causes : de la profondeur et de la durée de la période d'essor qui l'aura précédée et de l'aigreur de la crise qui se produira. Plus brutal et plus profond sera le changement, plus la réaction des masses sera vive. Il n'est pas difficile d'en saisir les causes. La force d'inertie veut que les grèves acquièrent généralement le plus d'ampleur au moment où l'essor économique commence à se transformer en dépression. Les ouvriers en prenant leur élan se trouvent pour ainsi dire devant un mur. A ce moment, les grèves économiques ne permettent plus d'obtenir que très peu de chose. Quand la dépression commence, les patrons recourent plus facilement au lock-out. Rien de plus naturel que le sentiment de classe surchauffé des ouvriers se cherche d'autres voies. Lesquelles ? Cela dépend à ce moment, non seulement des conditions de conjoncture, mais de la situation tout entière du pays.

Actuellement, il n'y a pas de données permettant d'affirmer d'avance que la prochaine crise de conjoncture en France créera une situation révolutionnaire immédiate. Qu'il y ait combinaison d'une série de conditions sortant des limites de la crise de conjoncture, cela est pleinement possible. Mais, à ce sujet, tenons-nous en, pour l'instant, aux suppositions théoriques. Préconiser aujourd'hui le mot d'ordre de la grève politique générale comme un mot d'ordre actuel, sous prétexte que la future crise peut pousser les masses dans la voie révolutionnaire, c'est vouloir assouvir sa faim présente avec le repas du lendemain, alors qu'on n'est pas sûr d'en avoir. Lorsque Molotov déclarait à la 10e session de l'Exécutif que la grève générale en France était pratiquement à l'ordre du jour, il ne faisait que prouver, une fois de plus qu'il ne connaît ni la France, ni l'ordre, ni le jour. Les anarchistes et les syndicalistes se sont suffisamment donné de mal en France pour compromettre l'idée de la grève générale. Il semble que le communisme officiel veuille s'engager dans cette voie, en essayant de remplacer

l'action révolutionnaire systématique par les sauts de chèvre de l'aventurisme.

La reprise de l'activité politique des masses avant de revêtir des formes plus radicales peut, pendant un certain temps, voire même un temps assez long, se traduire par une grande fréquentation des réunions, par une plus large diffusion de la presse communiste, par l'accroissement des suffrages, par l'augmentation des effectifs du parti, et ainsi de suite. La direction peut-elle s'orienter d'avance, d'une manière purement a priori, sur un rythme impétueux d'une évolution à tout prix ? Non. Elle doit avoir les mains libres pour l'un ou l'autre rythme. Ce n'est qu'à cette condition que le parti, sans dévier de la direction révolutionnaire, marchera du même pied que la classe.

Au sujet des considérations que je développe ci-dessus, j'entends déjà une voix caressante de crécelle m'accuser d'« économisme » d'une part, d'optimisme capitaliste d'autre part, et, cela va sans dire, de déviation social-démocrate. Tout ce que les Molotov ne peuvent saisir, c'est-à-dire beaucoup, beaucoup de choses, ils le mettent au compte de la déviation social-démocrate, de même que les sauvages mettent au compte des mauvais esprits quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ce qui existe sur terre.

Après les Molotov, les Sémard et les Monmousseau viendront nous apprendre que la question ne se limite pas aux oscillations de la conjoncture, qu'il y a d'autres facteurs — notamment la rationalisation et la guerre qui s'avance. Ce sont des gens qui parlent d'autant plus volontiers de « quantité » de facteurs, qu'ils sont incapables d'en expliquer un seul. Il est certain, leur répondrons-nous, que la guerre renverserait toute la perspective et ouvrirait pour ainsi dire une ère nouvelle. Mais premièrement, nous ne savons encore pas aujourd'hui quand viendra la guerre, ni par quelle porte elle arrivera. Deuxièmement, afin de s'engager dans la guerre, les yeux ouverts, il faut étudier attentivement toutes les sinuosités de la route qui y conduit. La guerre ne tombe pas du ciel. La question de la guerre et de ses délais est intimement liée à la question des processus du marché mondial.

L. TROTSKY.

Constantinople, le 27 décembre 1929.
(A suivre).

Le 4^e tome des Œuvres complètes de Lénine

Ce nouveau volume des Œuvres Complètes de Lénine (Editions Sociales Internationales) est d'un grand intérêt. Il embrasse la période qui va de 1900 à 1903, c'est-à-dire la période durant laquelle Lénine, retour de Sibérie, met sur pied l'Iskra, qui sera le premier noyau du futur parti bolchévique. L'intérêt de cette publication réside dans le fait que tous les articles de Lénine, et même des lettres et des extraits de carnets, durant cette période, y sont publiés. On y voit admirablement le déroulement de l'activité de Lénine, à l'époque où Plékhanov et Kautsky étaient des étoiles au ciel marxiste et où la grande tâche pour Lénine consistait à étendre ce ciel jusqu'au-dessus de la Russie.

Le morceau principal du volume est déjà connu en France, c'est *Que Faire ?* datant de 1903. *Que Faire ?* marque le véritable début de l'histoire du parti bolchévique et l'entrée de la social-démocratie russe dans une voie nouvelle. Ce livre a joué un rôle considérable dans l'histoire du marxisme russe, et on en trouvera dans ce volume un texte accompagné de notes explicatives importantes.

On trouve aussi dans ce volume, une longue étude sur la question agraire, dans laquelle Lénine restaure le véritable enseignement de Marx sur ce problème. Enfin de multiples articles sur des sujets politiques du mouvement ouvrier russe complètent le volume.

Nous pensons que la lecture de ces travaux est très importante à l'heure actuelle parce qu'elle peut servir d'antidote au « léninisme » forgé depuis 1924 par Staline et son école. Pas moyen de lire ces articles sans repousser les enseignements scolastiques, que Boukharine et Cie en ont tirés. Malheureusement cette édition coûte cher. Il faudra un jour en faire une plus populaire.

LA SEMAINE

La B. O. P.

La liquidation judiciaire de la B.O.P. vient d'être prononcée. Depuis la première perquisition, il y a un peu plus de six mois, son existence était assez aléatoire. Cependant à ce moment-là, elle avait conservé son crédit auprès des déposants. Ceux-ci ne procédaient à des retraits de fonds considérables que ces derniers temps (il nous a été indiqué le chiffre d'un demi-million pour le jour où fut prononcé le jugement Bernouard). Il y aurait beaucoup à dire sur la B.O.P. ; nous nous bornons à quelques points.

La création d'une banque par des organisations révolutionnaires est-elle à rejeter par principe ? Nous ne le croyons pas. Mais il faut savoir les services très limités que peut rendre la banque et ne pas en attendre monts et merveilles, surtout ne pas la considérer comme une arme importante du mouvement révolutionnaire (se rappeler les déclarations faites à sa fondation par Sémard et autres).

Les administrateurs se défendirent énergiquement contre les attaques gouvernementales et s'adressèrent publiquement aux déposants. Très bien ; mais cela nous semble un peu tardif. La B.O.P. aurait dû toujours être sous le contrôle réel, effectif, des travailleurs, ceux qui lui avaient fait crédit et surtout ceux qui faisaient partie des organisations révolutionnaires. Or, le grand mal venait de là ; l'habitude est perdue dans nos organisations d'un contrôle sérieux des fonds. Le P. C. n'a plus fourni de rapports financiers depuis des années ; la situation financière de la C.G.T.U. est apparue lamentable au dernier Congrès, mais la majorité l'a endossée sans aucune protestation. Dans de pareilles conditions, les administrateurs de la banque, dont certains n'étaient pas des révolutionnaires aussi sérieux que Marrane, ont pu se livrer à des opérations plus ou moins sûres, comme toutes les banques de font, c'est entendu, mais que la B.O.P. devait éviter.

L'Humanité ne paraît pas être entraînée par la B.O.P. dans sa chute. Les organisations qui occupaient l'immeuble de la B.O.P. s'installent ailleurs ; pour dédommager les créanciers, la maison sera vendue. La régression du mouvement communiste est en réalité plus profonde qu'elle pourrait se mesurer rue La Fayette, où il n'y aura plus qu'une seule maison. Mais ceux qui se figurent avoir abattu le communisme en supprimant la B.O.P. font une erreur aussi grande que ceux qui voyaient en elle une arme contre la bourgeoisie. La révolution ne se fera pas avec des banques, mais à leurs dépens.

Koutiéprov.

La disparition du chef des émigrés tzaristes a été l'objet d'un battage énorme de la presse. Comme dans toutes les histoires un peu mystérieuses, on a vu se révéler chez une foule de gens cette mentalité répugnante d'auxiliaire de la police : manteau, taxis de toutes couleurs, faux agents, etc... ceci qui ressemble énormément à un roman feuilleton, paraît, aux dernières nouvelles, se terminer en ce qui concerne l'aventure personnelle de Koutiéprov, à bien peu de choses.

Mais cette disparition a servi, immédiatement, et sans que rien ne permette le moindre soupçon sur l'U.R.S.S., au déclenchement d'une offensive d'une rare violence contre son ambassade en France. Les journaux — non seulement ceux qui s'y livrent très souvent, on pourrait dire quotidiennement, mais aussi la presse d'information généralement plus réservée, — ont mené cette campagne contre l'ambassade soviétique d'une façon si unanime, qu'il est clair qu'il s'agit là d'une campagne d'inspiration gouvernementale. Il faut citer à ce sujet l'article bien significatif du directeur de *l'Intransigeant* (2 février) :

M. Tardieu, quoi qu'on dise, est installé au gouvernement pour un bon bout de temps ; il faut qu'on se décide à le comprendre. Cela étant, et si un mot d'ordre ferme vient d'en haut, il doit être facile désormais de surveiller les antifascistes comme les communistes

étrangers, et d'empêcher notamment que reste impuni le dernier attentat commis contre un Russe, qui se comportait chez nous correctement, par d'autres Russes, officiellement accrédités chez nous, et dont l'audace a passé la mesure.

Que les émigrés russes s'organisent militairement en France, comme il est apparu nettement dans l'affaire Koutiev, cela s'appelle se comporter correctement. Mais être un communiste, c'est une audace qui sert de moyen de pression sur le gouvernement soviétique.

Objection de conscience.

Au Cherche-Midi, le tribunal militaire a condamné à un an de prison l'anarchiste Odéon pour s'être refusé à faire une période de 25 jours comme objection de conscience. Il est inutile de revenir ici sur la position des communistes sur le problème du service dans l'armée bourgeoise. Odéon, pas plus que l'ouvrier Guillouit, condamné, il y a quelques semaines, n'ont affaibli en quoi que ce soit l'armée, soutien du régime et pour un geste courageux, certes, mais inefficace, iront souffrir dans les prisons de la République.

Depuis quelque temps, les conseils de guerre ont été remplacés par des tribunaux militaires où siègent des magistrats de carrière. La férocité et l'iniquité des conseils de guerre se retrouvent dans les arrêts des tribunaux militaires. Dans l'affaire Odéon, le président du tribunal conduisait les débats avec une brutalité expéditive, ne laissant parler ni l'accusé, ni les témoins, même les très inoffensifs membres de la Ligne des droits de l'homme. La conscience, l'objection de conscience, qu'est-ce que cela pouvait bien signifier pour lui ? Un code, des gendarmes, des cachots, voilà des choses qu'il saisit. Puisse son attitude avoir fait comprendre à quelques anarchistes comme Odéon qu'il faut s'y prendre autrement.

Au Parlement

Le vote du Congrès du Parti socialiste n'a pas empêché les députés de celui-ci de participer d'une manière effective aux travaux des commissions de la Chambre en qualité de président ou de rapporteur ; cette « participation larvée » permet donc d'apprécier à sa juste valeur l'orientation « à gauche » du parti socialiste.

La décision de non-participation au gouvernement a eu des répercussions dans le parti radical dont certains membres ne voient guère d'un oeil sympathique la perspective d'attendre jusqu'en 1932 pour avoir une place au gouvernement. Aussi des bruits ont couru sur la possibilité d'un remaniement ministériel. Tardieu, revenant de Londres, déclare, à peine débarqué à Calais, qu'il n'y songe pas du tout. Mais il ne faut pas s'y fier, car ce à quoi il songe avant tout, c'est à rester premier ministre, avec n'importe qui ; il l'a bien montré, lors de la dernière crise ministérielle. Dans toutes ces querelles polémiques, un politicien a parlé de garde-manger. Ce terme peut fort bien définir la situation ; chez les bourgeois, aussi bien que chez les socialistes, il y a beaucoup d'appétits à satisfaire.

La Chambre a consacré cette année de nombreuses séances au budget des colonies, jusqu'alors traité en parent pauvre, réservé à quelques spécialistes. Ce fait est un indice assez caractéristique de l'orientation du capitalisme français, pour résoudre, ne serait-ce qu'en partie, le problème des débouchés. De l'extrême droite jusqu'aux socialistes, la Chambre a cherché le meilleur moyen de tirer profit des colonies, mais chacun a couvert l'opération d'une façon différente appropriée à sa clientèle. Le drapeau, la patrie, la civilisation, le progrès, ont servi une fois de plus.

Le samedi 15 février, la Phalange artistique donne à la salle Adyar, 4, square Rapp, à 20 h. 45, une seule représentation de

LE CHANT DANS LA PRISON

4 actes et 12 tableaux d'UPTON SINCLAIR
traduction et adaptation de
Marguerite DARD et Armand BOUR
Entrée : 8 francs.
On peut retenir ses places à la salle.

Echec de la grève des tramways de Bordeaux

Après six jours de grève, les 2.000 employés des tramways de Bordeaux sont rentrés sans obtenir satisfaction. Au lieu des trois francs par jour d'augmentation des salaires demandés, ils récoltent des promesses. On examinera dans une commission paritaire, augmentée d'un délégué du préfet de la Gironde, les possibilités d'amélioration des salaires. Des promesses, le patronat n'est jamais chiche et on sait ce qu'elles valent ! Il n'y a que les chefs confédérés, férus des systèmes d'arbitrage et de conciliation à tout prix, pour y croire. Et lorsque, débordés par le désir de lutte des ouvriers décidés à obtenir satisfaction, ils prennent la tête d'un mouvement, c'est avec le désir d'en finir le plus vite possible et on les voit, comme à Bordeaux, se jeter, comme des affamés, sur « les promesses » patronales et briser ainsi la grève.

Leurs amis socialistes de la mairie de Bordeaux, avec le député Marquet en tête ont tenu, eux aussi, à aider les grévistes d'une manière très spéciale. Ils ont fait jouer le fameux « intérêt général ». Ils voulaient, avant tout, éviter les « histoires ». Troubler leur quiétude est condamnable. Les grévistes des tramways viennent d'en faire l'expérience.

Les chefs confédérés conviennent tout de même, que « les grévistes n'ont pas obtenu toutes les satisfactions désirables. » Ils se rattrapent en disant que la compagnie ne prendra aucune sanction contre les grévistes. C'est bien le moins qu'elle puisse faire !

Victoire partielle du Livre de Lyon

Depuis le début de janvier, à Lyon, les ouvriers du livre étaient en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Quelques jours avaient suffi à 500 d'entre eux pour obtenir satisfaction. Mais 1.500, restaient en lutte, contre leurs patrons tenaces. Les dirigeants confédérés se prodiguaient dans de multiples conversations avec les patrons ; ils avaient accepté la médiation de la mairie de Lyon, mais les propositions qu'ils rapportaient étaient rejetées par les grévistes. Enfin, devant la résistance de leurs ouvriers, les patrons imprimeurs proposèrent des transactions qui viennent de mettre fin à la grève.

Les ouvriers du livre obtinrent sur les 7 fr. par jour d'augmentation réclamés, 3 fr. 50. Une semaine de congé annuel payé leur est consentie moyennant deux années de présence. Aucune sanction pour faits de grève ne sera prise.

Les grévistes rentrent donc avec des résultats partiels.

Il faut dire qu'ils étaient appuyés par des organisations syndicales disposant d'une certaine puissance et qu'ils étaient décidés, un mois de lutte le prouve, à ne pas rentrer sans obtenir des avantages sérieux. Médiateurs et conciliateurs confédérés ont pu s'en apercevoir.

L'émulation dans la sottise

La Vie Ouvrière a publié dans son numéro du 30 janvier « un contrat d'émulation » que nous reproduisons ici en entier si la place ne nous était mesurée. Cela suffirait à montrer à quel point le crétinisme règne dans l'Internationale. Car le contrat a été signé à Moscou, par-devant Losovsky entre la Centrale des syndicats rouges de Tchécoslovaquie et la C.G.T.U. Chacune de ces organisations se fixe des objectifs concrets (il y en a 8 pour la France et 9 pour la Tchécoslovaquie) du genre suivant : augmenter les effectifs de 25.000 nouveaux adhérents, dont 20 0/0 de femmes et 60 0/0 dans les industries maîtresses ; organiser et diriger vingt congrès ouvriers régionaux industriels et deux congrès nationaux. Pour le 1er mai il faudra mobiliser « au minimum » deux millions d'ouvriers pour la grève politique des masses.

La C.G.T.U. devra recruter 1.000 ouvriers tchécoslovaques. Ce chiffre de 1.000 a été fixé par le bureau local de l'I.S.R. qui a préparé le « contrat » et voulait que la Centrale tchécoslovaque recrute, elle aussi, 1.000 ouvriers français. Il a fallu lui expliquer qu'il n'y avait en Tchécoslovaquie que quelques centaines de bourgeois de nationalité française, hommes d'affaires et officiers de la mission militaire.

Réveil ouvrier dans l'Est

Dans l'Est, région industrielle de grosse importance, les ouvriers de plusieurs centres luttent pour des augmentations de salaires.

A Belfort, le lock-out de l'usine Alsthom se prolonge. La direction pensait pouvoir longtemps imposer encore à ses ouvriers des salaires misérables. Aussi l'essai de généralisation du mouvement, par la fédération unitaire des métaux, commencé auparavant aux usines parisiennes de l'Alsthom, rencontra à la filiale de Belfort bon accueil de la part des plus de 6.000 ouvriers de cette usine.

Il faut insister sur le fait que les confédérés, disposant là-bas de certains cadres n'ont pu, malgré cela, prendre en main le mouvement. Là comme ailleurs, ils ne devançant pas le mouvement, mais se traînent à sa suite.

Les chefs confédérés locaux, les Déchelotte et les Blonde, dérangés dans leur quiétude toute provinciale, et désireux à tout prix de réduire l'influence des unitaires, bombardent le Peuple de communiqués, ou à défaut de victoires par eux remportées, ils s'étendent avec complaisance sur les outrances oratoires des délégués unitaires, entre autres Simonin et Croizat. Ils ont le jeu facile ! Simonin et ses amis, se livrant là-bas à toutes sortes de démonstrations pour « politiser » le mouvement.

De nombreux gardes mobiles veillent sur « l'ordre ». Ils provoquent ; c'est leur rôle.

La municipalité radicale socialiste, voulant prouver son bon teint, a voté un crédit de 60.000 francs pour les lock-outés. Mais elle a estimé nécessaire de contester les pouvoirs du comité de grève ; les municipalistes, comme n'étant pas des réformistes, on comprend les réserves de la municipalité.

A Belfort, aussi, les ouvriers et ouvrières de plusieurs usines textiles sont en grève. Cela fait plus de 10.000 ouvriers dans la lutte gréviste.

A Nancy, 1.500 ouvriers de l'usine de chaussures Lévy refusant d'accepter des conditions de travail réduisant leurs salaires ont été lock-outés. Les confédérés ont le mouvement en main et ils ont refusé de laisser parler devant les ouvriers en lutte le délégué unitaire. Ils préfèrent mener tranquillement leurs petites opérations !

A Morez, dans le Jura, un millier de lunetiers, sont toujours en grève. Les patrons ont fort à faire devant la combativité de leurs exploités, surveillant rigoureusement toute infraction à la discipline de grève.

NOTES

On sait que les majoritaires de la C.G.T.U. s'entendent à merveille dans l'art de brouiller les notions les plus claires.

Il y a quelques années, on accordait une grande importance à la création des comités d'usine, organismes devant grouper l'ensemble des ouvriers organisés ou non, des usines. C'était trop simple et l'expérience, malgré des circonstances souvent favorables, n'en a jamais été sé-

rieusement faite. On n'avait pas tardé à leur substituer, toutes sortes de comités flétriés ; comités d'unité prolétarienne, comités anti-fascistes, d'usagers, etc...

Maintenant, on fait grand état des comités de lutte, consacrés par le X^e plenum de l'I.C. Ces comités de lutte ont été tout bonnement, on l'a vu au cours des récents mouvements de la région parisienne et à celui de « l'Alsthom » de Belfort, les comités de grève.

Aujourd'hui, les chefs majoritaires avouent que les ouvriers n'y comprennent plus rien. Vassart, reconnaît au congrès communiste de la région parisienne que « la compréhension des délégués sur les comités de lutte est trouble ».

Troublés, les ouvriers, à qui on raconte des billevesées sur les comités de lutte, le seraient à moins.

« Les ouvriers ont décidé de transformer le lock-out en grève », voilà ce qu'on a pu voir dans les derniers mouvements de la région parisienne et de l'Est. Cette « mesure » était en réalité prise par les majoritaires communistes, pour qui la surenchère ne perd jamais ses droits.

Le lock-out, qu'on le veuille ou non, est déclaré par le patronat dont les dispositions sont prises, et qui espère la démolition des ouvriers licenciés.

Et les majoritaires feraient bien mieux de renforcer les mouvements par une organisation solide, apte à faire résister victorieusement les ouvriers, au lieu de se livrer au bluff puéril, de la « transformation des lock-out en grève ».

VERS UNE ORGANISATION DU MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'ACIER

Une commission restreinte de l'Entente internationale de l'acier vient de se réunir à Paris pour mettre au point un organisme international pour l'exportation et la vente de l'acier, l'organisme qui est entré en fonction le 1er février.

La durée de cet organisme sera, dit-on, de six mois. Il sera remplacé ensuite par une organisation de comptoirs internationaux. Ces comptoirs auront pour but d'assurer une stricte répartition des aciers et contribueront puissamment à l'organisation du marché international de l'acier.

Nous assistons là à un nouvel effort de puissants trusts allemands, français et belges, en vue d'ordonner leur productions et leurs ventes respectives. D'autres réalisations du même ordre sont en préparation.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à
A. Rosmer.

CLASSE

22

par ERNST GLAESER

remporte un éclatant succès car personne n'avait décrit avec un tel souci d'exactitude et une telle humanité, le drame que vécurent à l'arrière les femmes et les enfants pendant la guerre.

traduction Cecile Knoertner et Joseph Delage

Un vol. : 15 francs

EDITIONS VICTOR ATTINGER

Le bourrage de crânes de M. Duchemin

M. Duchemin, président de la Confédération Générale de la Production française, vient d'écrire une lettre à son compère Tardieu pour le mettre en garde, au nom de « l'intérêt général », contre les dangers que les assurances sociales feront courir au pays et lui donner quelques « bons » conseils.

Nous n'aurions pas relevé la prose de M. Duchemin si cette lettre, publiée en premier page de tous les organes de la grande presse, n'avait d'autre but que de préserver l'opinion à cette nouvelle vérité capitaliste : « Les assurances sociales devant profiter aux travailleurs, il serait intolérable que ceux-ci prétendent obtenir, sous forme d'augmentation de salaires, la quote-part de débours supplémentaires qu'ils devront faire, directement en versant aux caisses spéciales d'assurances, et indirectement comme consommateurs en achetant des marchandises à un prix de revient plus élevé ».

Il est bien évident que cette « vérité » en cache une autre moins discutable : « Les industriels français, poussés par la nécessité de la concurrence », vont faire de nouveaux efforts pour augmenter encore les rendements en gardant au même taux les salaires, malgré l'augmentation constante du coût de la vie, de façon à obtenir des prix de revient meilleurs.

M. Duchemin trace d'abord un sombre tableau de la situation économique française et dit notamment : « Depuis la stabilisation, les prix de revient n'ont cessé de s'élever, les charges des assurances sociales vont de nouveau provoquer une aggravation importante des dépenses de fabrication et par suite du coût de la vie. »

M. Duchemin devrait expliquer pourquoi les prix de revient ont augmenté. Son silence et la suite de son exposé nous permettent qu'une prétendue augmentation de salaires doit être mise en cause. Rien n'est moins vrai. Les salaires furent abaissés au moment de la stabilisation et ne sont pas parvenus, devant l'élévation du coût de la vie, à retrouver leur pouvoir d'achat primitif, cependant que se poursuivait, dans les bagnes rationalisés, l'augmentation continue des rendements ouvriers.

Ce qui n'a cessé d'augmenter, ce sont les impôts qui pèsent si lourdement sur les travailleurs pour le plus grand profit des capitalistes. Ce sont, en effet, ces impôts renforcés qui permettent un assainissement financier au delà de toute espérance ; ce sont ces impôts qui servent à payer les budgets impérialistes et permettent le renforcement des forces de police ; ce sont ces impôts qui consolident le régime actuel en France. Mais, depuis la stabilisation, les impôts n'ont pas seuls augmenté. L'outillage, le capital, les réserves, et surtout le bénéfice réel des entreprises n'ont cessé de croître et c'est, en un mot, l'enrichissement de la classe capitaliste qui s'est développé sur le dos des ouvriers et des consommateurs.

L'augmentation des prix de revient qui veut fait gémir, M. Duchemin, n'a profité qu'à votre classe. Pourquoi ne l'expliquez-vous pas ?

M. Duchemin signale que la consommation intérieure a manifestement ralenti, ne craignant pas de contredire en cela M. Plandrin, ministre du Commerce, qui reconnaît sans détours dans un discours prononcé à l'Assemblée de la Chambre de Commerce du 1er janvier : « Ce pays dispose d'un marché intérieur très large, et de toute évidence en voie d'extension. » En réalité, et M. Duchemin le sait bien, la consommation fut très satisfaisante dans l'année écoulée.

En 1929, la production industrielle française fut plus forte que jamais. Pendant ce temps, l'importation des produits fabriqués augmentait parfois même de 30 % sur ce qu'elle fut en 1928, tandis que l'exportation des produits fabriqués restait à peu près stationnaire. Comme on ne peut prétendre que les industriels ont stocké énormément en 1929, il est clair que les constatations pessimistes de M. Duchemin sont erronées et ne peuvent servir qu'à masquer un fait, c'est que les affaires de ses adhérents ont bien marché en 1929.

M. Duchemin se lamente ensuite sur les industries d'exportation et parle de sacrifices en signalant que dans les onze premiers mois de 1929, malgré une « légère » augmentation du tonnage des produits exportés, leur valeur globale a diminué de

450 millions de francs. Cet exemple ne prouve rien. Il faudrait chiffrer ces « légères différences », comparer ensuite produit par produit les exportations de 1928 et celles de 1929 et calculer enfin l'augmentation de rendement du travail ouvrier obtenu en 1929 (qui fut une grande année de rationalisation) sur 1928, avant de parler de sacrifices. S. M. Duchemin était sincère, il reconnaîtrait que ces sacrifices se bornent à une réalisation de bénéfices un peu moins forts.

Pour finir, M. Duchemin signale que le déficit de la balance commerciale en 1929 qui s'est élevé à plus de sept milliards, fut causée par la mauvaise situation du marché intérieur et une diminution des possibilités de concurrence sur les marchés extérieurs. C'est bien, au contraire, à la très grande consommation intérieure en 1929 qu'est dû, pour une large part, le déficit. Quant au commerce extérieur, M. Duchemin oublie de dire que la crise qui sévit sur plusieurs grands marchés, Amérique du Sud, Chine, Etats-Unis, qui enlève de nombreuses possibilités à tous les pays exportateurs, France incluse, n'est pas étrangère aux difficultés de l'exportation française.

M. Duchemin envisage ensuite la situation difficile de diverses industries. Pour le textile, il oublie simplement de signaler que les salaires ouvriers entrent pour très peu de chose dans le prix de revient, six pour cent environ, chiffre inférieur aux bénéfices patronaux réalisés. Les assurances sociales n'aggraveront donc pas la situation.

La cause de la crise est ailleurs. Elle est dans la crise de surproduction mondiale, le prix des matières premières et dans les bénéfices que les magnats du textile veulent plus forts que la totalité du salaire de leurs exploités.

M. Duchemin semble exagérer. Il faudrait ici qu'il se mette d'accord avec la trop optimiste Usine, qui écrit : « D'ailleurs, nous l'avons souvent indiqué ces temps derniers, les perspectives de l'année sont très favorables, étant donné le programme des grands travaux qui va entrer en exécution, les besoins importants dans le bâtiment dont la reprise est significative, ainsi que les débouchés continus et croissants pour nos colonies et même pour certains pays d'exportation où les produits français, ainsi que nos méthodes commerciales sont particulièrement appréciés. Une seule réserve semblait devoir être faite pour l'automobile, mais l'on pourra voir que, d'après les déclarations même d'une grande maison, il n'y a aucune crainte à avoir, ni au sujet de la production, ni au sujet de l'écoulement. »

Les constatations faites par M. Duchemin pour 1929 et pour l'avenir immédiat de l'industrie française sont donc fausses. La suite de sa lettre va faire comprendre la raison de ce pessimisme.

Le souci du bien public qui anime M. Duchemin ne lui fait pas oublier les ouvriers, pas même les ouvriers agricoles, qu'il veut « aussi bien traiter que ceux de l'industrie et du commerce » ; traiter à la mode capitaliste, comme de juste. Il écrit, en effet : « La désertion des campagnes fera payer plus cher les services des ouvriers demeurés à la terre » ; et plus loin : « L'élévation de salaires agricoles amènerait, par voie de conséquence une nouvelle majoration des salaires des ouvriers industriels et des employés de commerce. »

La voilà bien, la plaie mise à jour !... Le voilà bien le but de tout l'article ! L'origine de la campagne contre les misérables assurances sociales dont nos gouvernants gratifient les travailleurs en les leur faisant payer, bien entendu.

Créer un mouvement d'opinion contre les augmentations de salaires, voilà ce que veut M. Duchemin ! Il nous aurait épargné une lecture fastidieuse en nous le disant plus tôt. Il n'était pas nécessaire d'embrouiller cette simple affaire de classe au milieu de chiffres et de statistiques interprétés volontairement de travers.

M. Duchemin dit encore : « Les chefs d'entreprise reconnaissent qu'il est impossible de ne pas donner satisfaction aux espérances que la loi du 5 avril a pu faire naître dans l'esprit d'un certain nombre de bénéficiaires. » Là encore, M. Duchemin aborde un sujet vraiment intéressant. Ce qu'il lui faudrait certainement, c'est que les gouvernants lui confient le soin d'inspirer et de diriger ces fameuses as-

surances sociales. C'est ainsi qu'il en sera du reste et la C.G.P.F. aura finalement la haute main sur les assurances sociales. Nul ne s'y opposera aujourd'hui, ni M. Tardieu, ni M. Loucheur, malgré son pilori, ni les socialistes muets comme carpe, et prêts à toutes les concessions, ni la classe ouvrière, désunie et coupée autour d'un parti communiste dégénéré par une bureaucratie qui accumule les fautes et les insuffisances.

Il manque quelque chose à cette lettre, c'est une demande de protection douanière. Nul doute que ce sujet ne revienne bientôt sur le tapis.

LES LIVRES

MANUEL ELEMENTAIRE DU COMMUNISTE. — Bureau d'Éditions.

Le Comité Central du Parti communiste français publie, sous sa responsabilité, un Manuel élémentaire du communiste. Probablement que le C.C. du Parti, qui n'est qu'une organisation fantôme, n'en a même pas eu connaissance. En tout cas, c'est un petit bouquin tout à fait misérable, qu'il faut dénoncer. En fait d'éducation communiste, il n'offre aux prolétaires qu'un ensemble de lieux-communs staliniens. C'est, purement et simplement, une apologie-catéchisme des principes et méthodes d'organisation de l'Internationale Communiste en 1930.

La presque totalité de la brochure est remplie par une apologie irréfléchie de la « construction du socialisme » en U.R.S.S., et de la politique du Parti communiste français. Naturellement, il n'y a pas lieu de critiquer la brochure, qui est un tissu d'erreurs d'un bout à l'autre. Ce qu'il faut, c'est lui opposer un véritable manuel communiste, que seule la gauche communiste peut composer. Nous soumettons cette idée à tous nos camarades. Nous pensons qu'il est indispensable aujourd'hui à notre mouvement communiste d'éditer une sérieuse brochure accessible à tous les ouvriers qui s'occupent à nous actuellement, mais qui n'ont pas pu suivre tout le développement de l'Internationale communiste et la lutte de l'Opposition. Il faut y traiter : 1) Un rappel historique de la théorie marxiste et de la doctrine communiste ; 2) Une étude sur les conséquences de la guerre et sur la Révolution d'Octobre ; 3) L'évolution du mouvement révolutionnaire mondial depuis la guerre ; 4) L'histoire du Parti communiste français ; 5) La phase actuelle du mouvement communiste dans le monde et en France, avec nos perspectives politiques et nos principes d'organisation. Voilà une tâche nécessaire au développement idéologique du mouvement, et qui nous aidera énormément dans la lutte.

Nous avons reçu :

LE RÉVÉLATEUR DE LA DOULEUR, par Albert Thierry (Librairie du Travail), 1 vol. 420 pages, 20 francs.

LE SOLDAT DE L'ARMÉE ROUGE (Bureau d'Éditions), 3 francs.

SOYEZ PRÊTS ! (Bureau d'Éditions), 2 fr. L'ÉDIFICATION DU SOCIALISME ET LES MALAISES DE CROISSANCE, par V. Molotov (Bureau d'Éditions), 3 francs.

QU'EST-CE QUE LE PLAN QUINQUENNAL ? (Bureau d'Éditions), 0 fr. 75.

JARLIBRO 1929-1930 (Sennaeleca Asocio Tutmonda — Paris, 23, rue Boyer).

La vie de l'opposition

GRUPE DE PARIS

Il y a un mois, comme nous l'avions annoncé, notre groupe a tenu une conférence intérieure sur les questions politiques les plus pressantes. Nous avons examiné la situation internationale, et les principaux problèmes nationaux, ainsi que les tâches de la Vérité et de notre fraction de gauche. Aucun texte définitif n'a été rédigé et adopté. Il a été décidé qu'une nouvelle conférence, qui se tiendra vers le milieu du mois d'avril, devra se prononcer définitivement sur les questions débattues. Pour cela des rapports et des projets de résolution seront publiés dans la Vérité ou dans la Lutte de classes, de façon que tous les camarades puissent les étudier et les discuter avant la tenue de cette conférence.

A ce sujet, nous rappelons à tous les camarades qu'il est nécessaire de lire régulièrement la Lutte de classes. C'est la revue politique de l'opposition. Bien des textes indispensables à lire y sont publiés. Il faut non seulement lire et diffuser la Vérité, mais aussi la Lutte de classes.

Notre groupe vient d'éditer un tract sur l'assassinat de notre camarade Bloumkin en U.R.S.S.

Il sera largement diffusé. Que ceux de nos camarades de province qui peuvent le distribuer autour d'eux nous le demandent.

La Vérité

est mise en vente le vendredi matin à Paris et en banlieue

En province, dans les villes suivantes (gares et dépôt Hachette) : Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, Anzin, Le Havre, Rouen, Oissel, Brest, Nantes, Saint-Nazaire, Rochefort, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Châteauroux, Angoulême, Bourges, Montluçon, Clermont-Ferrand, Vierzon, Saint-Etienne, Firminy, Le Creusot, Lyon, Grenoble, Marseille, Toulon, Toulouse, Montpellier, Troyes, Nancy, Strasbourg, Mulhouse, Bar-le-Duc, Saint-Quentin, Briey.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI
Tél. : Ménilmontant 73-26

ERICH-MARIA REMARQUE

A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU

440^c Mille

LIBRAIRIE STOCK
PARIS

1 vol. : 12 fr.